RCS : MEAUX
Code greffe : 7701

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de MEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 00479
Numéro SIREN : 539 793 547
Nom ou dénomination : TEAMINOX

Ce dépôt a été enregistré le 05/08/2020 sous le numéro de dépôt 6376

# PROJET DE TRAITÉ D'APPORT PARTIEL D'ACTIF

**DE**

**LA SOCIETE AGENCE LIONEL TISSIER (ALT)**
**(L'Apporteuse)**

**A**

**LA SOCIETE TEAMINOX**
**(La Bénéficiaire)**

**1er Août 2020**

# TABLE DES MATIERES


| | | |
|---|---|---|
| 1. | PRESENTATION DES PARTIES | 4 |
| 2. | LIENS ENTRE L'APPORTEUSE ET LA BENEFICIAIRE | 5 |
| 3. | MOTIFS ET BUTS DE L'APPORT | 5 |
| 4. | REGIME JURIDIQUE DE L'APPORT | 5 |
| 5. | DATE D'EFFET DE L'APPORT | 6 |
| 6. | COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'APPORT | 6 |
| 7. | METHODE D'EVALUATION UTILISEE | 6 |
| 8. | DESIGNATION DES ELEMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF TRANSMIS | 7 |
| 9. | CHARGES ET CONDITIONS DE L'APPORT | 10 |
| 10. | REMUNERATION DE L'APPORT | 13 |
| 11. | CONDITIONS SUSPENSIVES | 14 |
| 12. | DECLARATIONS ET GARANTIES DES PARTIES | 14 |
| 13. | LIVRES COMPTABLES ET DOCUMENTS | 15 |
| 14. | REGIME FISCAL | 16 |
| 15 | DISPOSITIONS DIVERSES | 17 |




Sc

**ENTRE LES SOUSSIGNEES :**

- **AGENCE LIONEL TISSIER (ALT)**, Société A Responsabilité Limitée au capital de 9 000 euros, dont le siège social est situé 29, rue Cambon – 92250 LA GARENNE COLOMBES et dont le numéro d'identification est 410 531 479 R.C.S. NANTERRE ;

  **Représentée par son Gérant, Monsieur Lionel TISSIER**

(Ci-après l'**Apporteuse**)

D'une part,

**ET**

- **TEAMINOX**, Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 euros, dont le siège social est situé 3, rue Henri Becquerel – 77500 CHELLES et dont le numéro d'identification est 539 793 547 R.C.S. MEAUX ;

  **Représentée par son Président, Monsieur Christophe SZAKVARY.**

(ci-après la **Bénéficiaire**)

D'autre part,

L'Apporteuse et la Bénéficiaire sont ci-après individuellement désignées une « **Partie** » ou collectivement désignées les « **Parties** ».

**APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :**

- ✓ La Société apporteuse, **(ALT)** a été créée en 1997 et a pour activité la production et la vente de plaques de lamination à partir d'inox ou autres métaux, ainsi que l'achat et la vente de matières premières et consommables utilisés dans la production de cartes plastique.
- ✓ **ALT** dont la clientèle se trouve en France et à l'étranger, souhaite réorganiser ses activités en plaçant l'activité de production de plaques de lamination dans une filiale dédiée, la Société bénéficiaire, **TEAMINOX,** qui est actuellement son principal sous-traitant.
- ✓ Le présent projet de traité d'apport partiel d'actif **(le Traité)** a pour objet de fixer les termes et conditions de l'apport partiel d'actif **(l'Apport)** par l'Apporteuse à la Bénéficiaire de l'ensemble des éléments d'actif et de passif, ainsi que les moyens requis



Sc

pour l'exploitation de l'Activité, constituant la branche complète d'activité **(la Branche Apportée)**.

- ✓ Les Parties entendent placer l'Apport, conformément à la possibilité offerte par **l'article L. 236-22** du Code de commerce, sous le régime juridique des scissions prévu aux **articles L. 236-16 à L. 236-21** du Code de commerce.

- ✓ Par décision en date du 20 Juillet 2020, les associés de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire ont décidé, à l'unanimité, de nommer **Monsieur Hervé TORDJMAN**, Commissaire aux comptes, domicilié 146 rue de Courcelles 75017 PARIS en qualité de Commissaire aux Apports, conformément **aux articles L. 236-10 et L. 236-22** du Code de commerce.

**CELA EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

## I. Présentation des Parties

### I.1 Présentation de l'Apporteuse

L'Apporteuse a été constituée sous la forme d'une Société A Responsabilité Limitée en 1997, pour une durée expirant le 29 janvier 2096. L'Apporteuse est immatriculée sous le numéro 410 531 479 au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE.

Le capital social de l'Apporteuse s'élève à 9 000 euros. Il est divisé en 450 parts de 20 euros chacune, entièrement libérées.

Son exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

L'Apporteuse a pour objet social, en France et à l'étranger et dans tous pays directement ou indirectement : « Toute activité d'intermédiaire de commerce, la production et la vente de plaques de lamination à partir d'inox ou autres métaux, l'achat et la vente de matières premières et consommables utilisés dans la production de carte plastique ».

### I.2 Présentation de la Bénéficiaire

La Bénéficiaire est la **Société TEAMINOX** constituée sous la forme d'une Société par Actions Simplifiée en 2012, pour une durée expirant en 2082. Le numéro d'identification de la Bénéficiaire est 539 793 547 RCS MEAUX.

Le capital social de la Bénéficiaire s'élève à 10 000 euros. Il est divisé en cent (100) actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 euros, intégralement libérées.

La Bénéficiaire n'a pas émis de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès ou non à son capital, autres que les actions composant son capital.

La Bénéficiaire n'a émis aucune obligation et n'a pas fait d'offre au public.

La Bénéficiaire a pour objet social, directement ou indirectement, en France et dans tous pays :



Sc

- Le polissage de tous métaux, la création d'objets en inox (portails, crédences, modules...)

- Le brunissage, tout service de bricolage à domicile en tout genre et notamment en rapport avec de produits inox.

Son exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

## 2. Liens entre l'Apporteuse et la Bénéficiaire

### 2.1 Liens en capital

L'Apporteuse ne détient pas d'actions de capital ni de droits de vote de la Bénéficiaire à la date de signature du Traité.

**Monsieur Lionel TISSIER,** associé unique et Gérant de l'Apporteuse détient, à la date du présent traité, 60 % du capital de la société bénéficiaire.

### 2.2 Dirigeants ou administrateurs communs

L'Apporteuse et la Bénéficiaire n'ont pas de dirigeants communs.

## 3. Motifs et buts de l'Apport

Le présent Apport a pour but de filialiser la Branche Apportée au sein d'une entité juridique dédiée, notamment à l'effet d'avoir une identification claire et précise de l'activité liée à la production de plaques de lamination.

## 4. Régime juridique de l'Apport

4.1 De convention expresse et en application de **l'article L. 236-22** du Code de commerce, les Parties ont décidé de soumettre l'Apport aux dispositions des articles **L. 236-16 à L. 236-21** dudit Code. En conséquence, la Bénéficiaire sera, du fait de l'Apport, substituée dans tous les droits et obligations de l'Apporteuse relatifs à la Branche Apportée.

4.2 Conformément aux dispositions de **l'article L. 236-21** du Code de commerce, et de convention expresse entre les Parties, la Bénéficiaire ne sera pas tenue solidairement avec l'Apporteuse des éléments de passif non compris dans la Branche Apportée, lesquels resteront exclusivement à la charge de l'Apporteuse. Réciproquement, l'Apporteuse ne sera pas tenue solidairement avec la Bénéficiaire des éléments de passif compris dans la Branche Apportée, lesquels seront exclusivement à la charge de la Bénéficiaire.

4.3 Compte tenu de cette absence de solidarité et, conformément aux dispositions de **l'article L. 236-14** du Code de commerce, les créanciers non obligataires de l'Apporteuse et de la Bénéficiaire dont la créance est antérieure à la publication du Traité pourront former opposition à l'Apport dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de publication de la dernière annonce devant être publiée,



Sc

conformément à **l'article R. 236-2** du Code de commerce, dans les conditions prévues par la loi.

## 5. Date d'effet de l'Apport

5.1 L'Apport n'aura pas d'effet rétroactif et sera réalisé avec effet au **1er Octobre 2020** (**la Date de Réalisation**), sur la base des valeurs au **30 septembre 2020** des éléments d'actif apportés et de passif pris en charge.

5.2 Ainsi, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives auxquelles est soumis l'Apport figurant à l'article 11 ci-après (**les Conditions Suspensives**), la Bénéficiaire détiendra et sera propriétaire des droits et bien compris dans l'Apport et sera débiteur des dettes et obligations de l'Apporteuse comprises dans l'Apport à compter de la Date de Réalisation.

## 6. Comptes utilisés pour établir les conditions de l'Apport

Les derniers comptes annuels des **Sociétés ALT et TEAMINOX** étant clos depuis plus de six mois, les dirigeants des Sociétés apporteuse et bénéficiaire ont arrêté, conformément aux dispositions de **l'article R. 236-3** du Code de commerce, une situation comptable intermédiaire au 30 juin 2020, soit à une date antérieure de moins de trois mois à celle du projet de traité d'apport, selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels.

Les documents comptables de chacune des Sociétés soussignées figurent en Annexes 1 et 2.

L'Apport étant réalisé avec effet au **1er octobre 2020,** il est précisé que les valeurs retenues sont susceptibles d'être ajustées par voie d'avenant au présent Traité sur la base de l'inventaire au **30 septembre 2020**, dans les conditions prévues à l'article 10.3 ci-après.

## 7. Méthode d'évaluation

Les Sociétés apporteuse et bénéficiaire étant sous contrôle distinct, les éléments d'actif et de passif apportés par la Société apporteuse sont évalués, conformément aux dispositions des articles **710 et suivants** du Plan comptable général issus du règlement ANC 2014-03 homologué par arrêté du 8 septembre 2014, à leur valeur réelle au 30 septembre 2020, à l'exception des immobilisations incorporelles qui seront évaluées sur la base des 3 derniers exercices et des comptes arrêtés au 30 juin 2020.

Les méthodes d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur réelle des biens et droits apportés et des éléments de passif, ainsi que la rémunération attribuée à la société apporteuse sont exposées en Annexe 3.

Cette évaluation n'entraîne aucune conséquence défavorable à l'égard de quiconque.



Sc

## 8. Désignation des éléments d'actif et de passif transmis

Sous réserve de l'accomplissement des Conditions Suspensives, l'Apporteuse apporte à la Bénéficiaire, qui accepte, l'ensemble des biens et droits de toute nature composant la Branche Apportée, à savoir les éléments d'actifs et de passif ainsi que les moyens requis pour l'exercice de l'Activité dans l'état où ils se trouveront à la Date, de tous les éléments de passif liés exclusivement et absolument à cette branche d'activité, tels que ces éléments d'actif et de passif existeront au jour de la réalisation de l'apport, étant précisé que, d'un commun accord entre les parties, l'apport sera réalisé à l'issue de la dernière des Assemblées Générales des **Sociétés ALT et TEAMINOX** appelées à se prononcer sur ledit apport, avec effet au **1er Octobre 2020.**

Il est expressément convenu que le passif transmis sera supporté par la Société bénéficiaire seule, sans solidarité de la société apporteuse.

En conséquence, la désignation ci-après détaillée des éléments d'actif apportés à la **Société TEAMINOX** et des éléments de passif pris en charge par elle, est établie sur la base de leur valeur réelle au 30 septembre 2020.

Ainsi que cela sera exposé ci-après au chapitre des déclarations fiscales, les éléments corporels et incorporels, objet du présent apport forment une branche complète d'activité au sens de **l'article 210 B** du Code général des impôts.

### 8.1 Eléments d'actif apportés

8.1.1 Actif immobilisé

(i) Immobilisations incorporelles

a) La clientèle attachée, le droit de se dire successeur apporteuse, les archives techniques et commerciales, les pièces de comptabilité, les registres et, en général, tous documents quelconques appartenant à la Société apporteuse et se rapportant à la branche d'activité transmise ;

b) Le bénéfice et la charge de tous traités, conventions et engagements qui auraient pu être conclus ou pris par la Société apporteuse, en vue de lui permettre l'exploitation de la branche d'activité tant en France qu'à l'étranger ;

c) La propriété pleine et entière ou le droit d'usage de logiciels, progiciels, brevets, doits de propriété industrielle, marques de fabrique, commerce ou de service ou de noms de domaine dont la Société apporteuse pourrait disposer ainsi que les connaissances techniques non brevetées, se rapportant à la branche d'activité ;

d) Le droit au bail des locaux sis au siège social 29 rue Cambon - 92250 LA GARENNE COLOMBES conclu en date du 11 décembre 2013 figure en annexe N°5.

Il est entendu que cette énumération n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif, l'ensemble des éléments composant la branche d'activité devant



Sc

être transmis à la Société dans l'état où ils se trouveront à la date d'effet, et notamment, les éléments ci-dessus énumérés et/ou ceux qui viendront, à la date d'effet, en remplacement de ces éléments du fait de l'exploitation de la branche d'activité.

L'ensemble de ces éléments est apporté pour une valeur de **600 000 €.**

(ii) Immobilisations corporelles

Sont transférées l'ensemble des immobilisations corporelles affectées à l'Activité, dont les valeurs d'apports et les valeurs nettes comptables sont détaillées en annexe n° 4 pour un montant total de **227 581,53 €.**

(iii) Immobilisations financières

Dépôt de garantie relatif aux locaux situés 29, Rue Cambon – 92250 COURBEVOIE pour un montant de **4 425 €**.

8.1.2 Actif circulant

L'actif circulant transféré est exclusivement constitué des stocks de matières premières.

Celui-ci sera évalué à sa valeur réelle dans les conditions indiquées à l'article 6 ci-dessus, les parties convenant expressément de limiter l'apport à la fraction du stock représentant une valorisation de **200 000 € HT**, si l'inventaire à la date de réalisation faisait apparaitre une valorisation supérieure à ce montant.

**Le montant total des actifs compris dans l'Apport et valorisés dans le Bilan d'Apport s'élève donc à 1 032 006 €.**



Sc

## 8.2 Eléments du passif pris en charge

L'Apport est consenti et accepté moyennant prise en charge par la Bénéficiaire, en l'acquit de l'Apporteuse, des éléments de passif liés à l'Activité, à savoir :

**Emprunts**

- Emprunt Crédit du Nord d'un montant initial de 80 000 C, solde restant du au 30 septembre 2020 : **19 061 €**
- Emprunt Crédit du Nord d'un montant initial de 150 000 €, solde restant du au 30 septembre 2020 : **81 994 €,**

Soit un total de **101 055 €**

**Dettes sociales**

- Congés payés et prorata du 13e mois des salariés transférés et cotisations sociales y afférentes pour un montant total de **6 249 €.**

**Le montant total du passif compris dans l'Apport et valorisé dans le Bilan d'Apport s'élève donc à 107 304 €.**

## 8.3 Détermination de l'actif net apporté

En conséquence, l'actif net apporté correspondant à la différence entre :

- la valeur de l'actif transmis, soit : **1 032 006 €**
- et le montant total du passif transmis, soit : **107 304 €**

s'élève à **924 702 € arrondi à 924 700 €.**

## 8.4 Engagements hors bilan apportés

Il n'existe pas d'engagements hors bilan apportés au titre de l'Apport.

## 8.5 Contrats de travail inclus et exclus de l'apport

Conformément à **l'article L. 1224-**1 du Code du travail, les contrats de travail en cours au jour de la réalisation définitive de l'apport entre la société apporteuse et ceux de ses salariés transférés à la société bénéficiaire par l'effet de la Loi et dont la liste est en Annexe N°6 se poursuivront avec la société bénéficiaire qui se substituera à la société apporteuse, du seul fait de la réalisation du présent apport partiel d'actif.



Sc

## 9. Charges et conditions de l'Apport

### 9.1 Transmission du passif – Propriété et jouissance des biens apportés

La Bénéficiaire prendra en charge et acquittera, en lieu et place de l'Apporteuse, le passif transmis au titre de la Branche Apportée à la Date de Réalisation.

La Bénéficiaire sera propriétaire sans réserve et prendra possession des biens et droits à elle apportés à titre d'apport partiel d'actif à compter de la Date de Réalisation.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques afférents aux éléments compris dans l'Apport incomberont à la Bénéficiaire, ladite Société acceptant dès maintenant de prendre, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors, étant précisé que la Bénéficiaire supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs attachés à l'Apport à cette date.

### 9.2 Charges et conditions générales de l'Apport

L'Apport est fait sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière et, notamment, sous celles suivantes :

**(i) En ce qui concerne la Bénéficiaire :**

La Bénéficiaire s'oblige à remplir les charges et à respecter les conditions suivantes :

(1) Elle prendra les biens et droits apportés dans l'état et dans la consistance où ils se trouveront à la Date de Réalisation, sans pouvoir effectuer aucune réclamation ou exercer aucun recours contre l'Apporteuse pour quelque cause que ce soit ; elle souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les biens immobiliers apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre l'Apporteuse et sans que la présente clause puisse conférer, à qui que ce soit, plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits ou de la loi.

(2) Elle sera subrogée dans le bénéfice de tous droits et obligations ainsi que dans le bénéfice et la charge de tous contrats, conventions, engagements et traités conclus par l'Apporteuse dans le cadre de l'exploitation de la Branche Apportée, ainsi que dans le bénéfice et la charge de toutes autorisations réglementaires qui auraient été consenties à l'Apporteuse pour l'exploitation de la Branche Apportée.

(3) S'agissant des locaux dont la Société Apporteuse a la jouissance exclusive pour l'exploitation de la branche d'activité en vertu de contrats de bail commercial régulièrement consentis, la transmission des contrats susvisés étant effectuée par voie d'apport partiel d'actif réalisé dans les conditions prévues à **l'article L 236-22** du Code de commerce, conformément à **l'article L 145-16** du Code de commerce, **la Société TEAMINOX** sera, nonobstant toutes stipulations contraires substituée à la **Société ALT** au profit de laquelle les contrats ci-dessus visés ont été consentis, cette substitution à la Société ayant lieu dans tous les droits et obligations découlant de ces contrats.



Sc

(4) Comme conséquence des dispositions légales rappelées ci-dessus, **Monsieur Christophe SZAKVARY** engage expressément la Société à se substituer en totalité à la **Société ALT** pour l'exécution des obligations incombant à cette dernière, notamment pour le paiement des loyers.

(5) Elle sera subrogée, purement et simplement, dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances comprises dans la Branche Apportée.

(6) Elle supportera et acquittera, à compter de la Date de Réalisation, tous les impôts, contributions, taxe professionnelle, taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation de la Branche Apportée.

(7) Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celles dont font partie les biens et droits apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

(8) Elle reprendra les contrats de travail de l'ensemble des salariés de l'Apporteuse, en application des **articles L.1224-1 à L.1224-4** du Code du travail, à l'exception des Contrats de Travail Exclus. La Bénéficiaire sera, par le seul fait de la réalisation de l'Apport, subrogée à l'Apporteuse dans le bénéfice et la charge des dispositions de tous contrats de travail, accords collectifs et engagements et conventions quelconques en matière de retraite.

(9) Elle sera tenue à l'acquit du passif à elle transmis, dans les limites et les conditions fixées dans le Traité, le tout dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créances pouvant exister et relatifs au passif pris en charge au titre de l'Apport, comme l'Apporteuse, préalablement à l'Apport, est tenue de le faire elle-même. En particulier, elle sera subrogée à l'Apporteuse dans tous les droits et obligations relatifs aux titres d'emprunts émis par l'Apporteuse et qui sont compris dans la Branche Apportée.

(10) Elle prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis au titre du présent acte ainsi que les passifs ayant une cause antérieure à la Date de Réalisation mais qui ne se révèleraient que postérieurement à cette date. Elle subira la charge de toutes garanties qui auraient pu être conférées relativement au passif pris en charge.

(11) Elle sera tenue également, et dans les mêmes conditions, à l'exécution des engagements de caution et des avals pris par l'Apporteuse au titre de la Branche Apportée et bénéficiera de toutes contre-garanties y afférentes.

(12) Elle sera substituée à l'Apporteuse dans les litiges et dans les actions judiciaires, tant en demande qu'en défense, devant toutes juridictions, dans la mesure où ces litiges sont relatifs à la Branche Apportée. Elle aura tous pouvoirs, dès la Date de Réalisation, notamment pour intenter ou défendre à tous contentieux et toutes actions judiciaires ou arbitrales en cours ou nouvelles, au lieu et place de l'Apporteuse et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour



Sc

recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

(13) Elle accomplira tous actes et toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens apportés ainsi que des droits et obligations qui y sont attachés.

(14) Elle exécutera, à compter de la Date de Réalisation, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, sans recours contre l'Apporteuse.

D'une manière générale, la Bénéficiaire déclare reprendre l'ensemble des biens et charges attachés à la Branche Apportée à ses risques et périls dans l'hypothèse où, alors que le transfert de certains contrats ou de certains biens nécessite l'accord ou l'agrément d'un cocontractant ou d'un tiers quelconque, celui-ci ne serait pas obtenu.

**(ii) <u>En ce qui concerne l'Apporteuse</u> :**

(1) La Branche Apportée sera gérée par l'Apporteuse jusqu'à la Date de Réalisation dans le cours normal de ses affaires et, conformément à ses pratiques antérieures, (à l'exception des actes et décisions devant intervenir avant la Date de Réalisation, conformément aux opérations prévues par les présentes ou de ceux qui pourraient résulter des obligations légales liées à la mise en œuvre de l'Apport).

(2) Dans le cas où l'accord d'un tiers (en ce compris sous forme de renonciation ou d'autorisation, expresse ou tacite) serait nécessaire pour permettre le transfert à la Bénéficiaire de tout bien, droit ou contrat faisant l'objet du présent contrat ou pour que le bénéfice ou la jouissance d'un tel bien, droit ou contrat puisse se poursuivre au profit de la Bénéficiaire après la Date de Réalisation, l'Apporteuse fera ses efforts raisonnables pour solliciter cet accord dans les meilleurs délais suivant la signature des présentes et fera ses meilleurs efforts pour l'obtenir préalablement à la Date de Réalisation. Les Parties s'engagent à coopérer en vue de l'obtention de ces accords et devront se tenir régulièrement informées de l'avancement des démarches qu'elles auront engagées à cet effet.

Si certains accords de tiers n'étaient pas obtenus avant la Date de Réalisation, le défaut d'obtention desdits accords n'aura aucune incidence sur la réalisation de l'Apport en ce qui concerne les éléments de la Branche Apportée dont le transfert n'est pas soumis à l'obtention desdits accords et les parties négocieront de bonne foi les conditions permettant à chacune d'elles, dans toute la mesure du possible, de se trouver dans une situation économique similaire à celle dans laquelle elles se seraient trouvées si lesdits accords de tiers avaient été obtenus.

(3) L'Apporteuse s'oblige à fournir à la Bénéficiaire tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer, vis-à-vis de quiconque, la transmission des biens et droits compris dans l'Apport et l'entier effet du présent Traité.



Sc

## 10. Rémunération de l'Apport

### 10.1 Création des actions nouvelles

10.1.1 Augmentation de capital de la Bénéficiaire

Sous réserve de l'accomplissement des Conditions Suspensives, la Bénéficiaire procèdera en rémunération de l'Apport qui lui est consenti à une augmentation de capital d'un montant de **264 200 euros** par émission de 2 642 actions nouvelles, entièrement libérées, d'une valeur nominale de 100 euros chacune.

10.1.2 Création des actions nouvelles

Les actions nouvelles attribuées à l'Apporteuse auront jouissance courante et seront entièrement et immédiatement assimilées aux actions anciennes et donneront droit à toute distribution de dividendes, d'acompte sur dividendes ou de réserves (ou assimilés) décidée postérieurement à leur émission. Ces actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions des assemblées générales de la Bénéficiaire.

### 10.2 Prime d'apport

La différence entre le montant de l'actif net apporté, soit **924 700 euros**, et la valeur nominale des actions qui seront créées par la Bénéficiaire au titre de l'augmentation du capital susvisée, de **264 200 euros**, constituera une prime d'apport, d'un montant global de **660 500 euros.**

De convention expresse, la réalisation définitive de l'Apport vaudra autorisation pour l'organe de direction de la Bénéficiaire de prélever sur ladite prime le montant nécessaire à la reconstitution de toutes réserves ou provisions réglementées.

La prime d'apport, sur laquelle porteront les droits des associés anciens et nouveaux de la Bénéficiaire, sera inscrite au passif de son bilan et pourra recevoir, en tout temps, toute affectation conforme aux règles en vigueur décidée par l'Assemblée générale.

### 10.3 Comptes Définitifs et ajustement

10.3.1 Comptes Définitifs

Dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la Date de Réalisation, l'Apporteuse établira les comptes définitifs. Les comptes définitifs seront établis en appliquant les mêmes principes comptables que ceux retenus pour les besoins de l'établissement du Bilan d'Apport.

10.3.2 Ajustement

Dans l'hypothèse où, compte tenu notamment des événements survenus entre la date des présentes et la Date de Réalisation, la valeur de l'actif net apporté se révélerait à la Date de Réalisation :



Sc

(i) Inférieure à celle figurant à l'article 8.3 du présent Traité, les Parties conviennent que l'Apporteuse devra verser à la Bénéficiaire la différence en numéraire, comptabilisée dans un compte de trésorerie ;

ou

(ii) Supérieure à celle figurant à l'article 8.3 du présent Traité, les Parties conviennent que la différence sera portée en augmentation du compte « prime d'apport ».

En conséquence de ce qui précède, et de convention expresse entre les Parties, il est précisé qu'il sera proposé aux associés de la Bénéficiaire de décider, dans les meilleurs délais à compter de l'établissement des Comptes Définitifs, de l'affectation du montant de l'écart entre la valeur de l'actif net apporté à la Date de Réalisation.

## 11. Conditions suspensives

11.1 L'Apport et l'augmentation de capital de la Bénéficiaire qui en résulte ne deviendront définitifs qu'à compter du jour où les conditions suspensives ci-après auront été satisfaites :

(i) Approbation par l'associé unique de l'Apporteuse du présent Traité d'Apport et de l'Apport qui y est convenu ;

et

(ii) Approbation par l'assemblée générale des associés de la Bénéficiaire du présent Traité d'Apport, de l'Apport qui y est convenu ainsi que de l'augmentation du capital corrélative.

11.2 À tout moment avant la Date de Réalisation, chacune des Parties avisera l'autre Partie, dans les meilleurs délais et par écrit, de la survenance de tout événement qui entraînerait ou serait susceptible d'entraîner l'inaccomplissement de l'une de ces conditions. Dans cette hypothèse, les Parties se rapprocheront afin de déterminer ensemble les solutions qui peuvent être apportées au défaut d'accomplissement de l'une de ces conditions.

11.3 À défaut de réalisation des Conditions Suspensives avant le **30 Septembre 2020** (inclus), le présent Traité sera considéré comme caduc, sans indemnité de part ni d'autre.

## 12. Déclarations et garanties des Parties

### 12.1 Déclarations et garanties de l'Apporteuse

**Monsieur Lionel TISSIER** déclare et garantit à la Bénéficiaire qu'à la date du Traité, comme à la Date de Réalisation, la **société ALT** :



Sc

(i) Est une Société A Responsabilité Limitée régulièrement constituée conformément au droit français ;

(ii) A la capacité et a obtenu, sous réserve de l'approbation des opérations prévues au présent Traité par l'Assemblée générale des associés de la Bénéficiaire, toutes les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le Traité ;

(iii) N'est pas actuellement et n'a jamais été en état de cessation des paiements, et ne fait pas l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire et n'a jamais fait l'objet d'une procédure similaire ;

(iv) A la pleine et entière propriété ou titularité des biens et droits apportés, lesquels ne sont grevés d'aucune inscription, privilège, hypothèque, nantissement, sûreté de quelque nature ou droits de tiers.

### 12.2 Déclarations et garanties de la Bénéficiaire

**Monsieur Christophe SZAKVARY** déclare et garantit à l'Apporteuse qu'à la date du Traité, comme à la Date de Réalisation, la **Société TEAMINOX** :

(i) Est une Société par Actions Simplifiée régulièrement constituée conformément au droit français ;

(ii) A la capacité et a obtenu, sous réserve de l'approbation des opérations prévues au présent Traité par l'associé unique de l'Apporteuse, toutes les autorisations nécessaires de ses organes sociaux compétents pour signer et exécuter le Traité ;

(iii) N'est pas actuellement et n'a jamais été en état de cessation des paiements, et ne fait pas l'objet d'une procédure de conciliation, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire et n'a jamais fait l'objet d'une procédure similaire.

## 13. Livres comptables et documents

L'Apporteur remettra au Bénéficiaire, à la Date de Réalisation, tous titres, contrats, archives, pièces ou autres documents se rattachant exclusivement et directement à l'Activité.

Les livres comptables, documents, archives et dossiers de l'Apporteur relatifs à l'Activité (y compris ceux se trouvant dans ses propres livres de comptabilité) seront tenus à la disposition de la Bénéficiaire pendant une période de dix (10) ans suivant la Date de Réalisation.



Sc

## 14. Régime fiscal

### 14.1 Stipulations générales

L'Apporteuse et la Bénéficiaire déclarent chacune en ce qui la concerne qu'elles sont des sociétés ayant leur siège social en France, relevant du statut fiscal des sociétés de capitaux et comme telles passibles de l'impôt sur les sociétés.

Les Parties s'obligent à se conformer à toutes les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes résultant de la réalisation définitive de l'Apport.

D'une façon générale, à compter de la Date de Réalisation, la Bénéficiaire sera subrogée purement et simplement dans l'ensemble des droits et obligations de l'Apporteuse à raison du paiement de toutes cotisations ou impôts afférents à la Branche Apportée.

### 14.2 Impôt sur les sociétés

L'Apport constituant une branche complète d'activité, les Parties décident de placer l'Apport sous le régime de faveur **des articles 210 A et 210 B** du Code général des impôts (**CGI**).

Pour assurer à l'Apport le bénéfice du régime **des articles 210 A et 210 B du CGI**, la Bénéficiaire s'engage à respecter, pour autant qu'elles se rapportent à des éléments d'actif ou de passif afférents à la Branche Apportée et qu'elles pourront trouver application, l'ensemble des prescriptions prévues par **l'article 210 A du CGI** et notamment :

(a) Reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez l'Apporteuse ;

(b) Se substituer à l'Apporteuse pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;

(c) Calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse ;

(d) Réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables selon les modalités de **l'article 210 A-3-d du CGI ;**

(e) Inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse ou, à défaut, comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'Apport le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse ;



Sc

Par ailleurs, l'Apporteuse et la Bénéficiaire se conformeront aux obligations déclaratives prévues par **l'article 54 septies** du CGI.

Il est précisé, en tant que de besoin, que conformément aux dispositions de **l'article 210 B-2 du CGI,** les plus-values de cession afférentes aux titres de la Bénéficiaire remis en contrepartie de l'Apport seront déterminées par référence à la valeur que les biens apportés avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Apporteuse.

### 14.3 Droit d'enregistrement

L'Apporteuse et la Bénéficiaire entendent placer l'Apport sous le régime spécial prévu **aux articles 816 et 817 du CGI**, en application duquel la formalité de l'enregistrement sera effectuée au droit fixe de 375 euros (porté à 500 euros pour les sociétés ayant un capital d'au moins 225.000 euros).

### 14.4 Taxe sur la valeur ajoutée

Conformément aux dispositions de **l'article 257 bis du CGI**, le présent apport partiel d'actif est dispensé de TVA dans la mesure où il emporte transmission d'une universalité de biens.

La Bénéficiaire sera réputée continuer la personne de l'Apporteuse, notamment à raison des régularisations qui auraient été exigibles si l'Apporteuse avait continué à exploiter elle-même l'universalité transmise.

Conformément au **paragraphe (c) du 5 de l'article 287 du CGI**, l'Apporteuse et la Bénéficiaire devront faire figurer sur leur déclaration de chiffre d'affaires le montant total hors taxes de la transmission.

### 14.5 Taxe d'apprentissage et professionnelle continue

La Bénéficiaire acquittera la totalité du paiement de la taxe d'apprentissage et de la participation au financement de la formation professionnelle continue pouvant être due au titre de la Branche Apportée par l'Apporteuse à compter de la Date de Réalisation.

### 14.6 Autres impôts

Au regard de tous autres impôts et taxes se rapportant à la Branche Apportée, la Bénéficiaire sera subrogée dans tous les droits et obligations de l'Apporteuse.

## 15. Dispositions diverses

### 15.1 Formalités

La Bénéficiaire remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité relative à l'Apport effectué par l'Apporteuse.

Le présent projet d'apport partiel d'actif sera publié, conformément à la loi et de telle sorte que le délai accordé aux créanciers pour former opposition à la suite de cette publicité soit expiré avant la tenue des assemblées générales des associés ou décisions de l'associé unique de chacune des sociétés appelées à statuer sur ce projet.



Sc

Les oppositions, s'il en survient, seront portées devant le Tribunal de commerce compétent qui en règlera le sort.

La Bénéficiaire fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires dans toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

La Bénéficiaire remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

### 15.2 Pouvoir

Tous pouvoirs sont conférés à **Messieurs Lionel TISSIER et Christophe SZAKVARY** avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations d'apport par eux-mêmes ou par un mandataire par eux désigné, et, en conséquence, de réitérer, si besoin est, l'Apport effectué à la Bénéficiaire, d'établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui s'avèreraient nécessaires, d'accomplir tous actes et toutes formalités utiles pour permettre la transmission des éléments d'actif apportés par l'Apporteuse au profit de la Bénéficiaire et, généralement, de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations.

Tous pouvoirs sont donnés aux porteurs d'un original ou copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, publication et autres.

### 15.3 Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donneront ouverture les apports objet du présent Traité, ainsi que ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la Bénéficiaire.

### 15.4 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites et pour toutes significations et notifications, l'Apporteuse et la Bénéficiaire élisent domicile à leur siège social respectif.

### 15.5 Loi applicable – juridiction compétente

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Tout litige auquel pourrait donner lieu la formation, l'exécution ou l'interprétation du présent Traité sera soumis à la juridiction exclusive du Tribunal de commerce de Nanterre.



Sc

### 15.6 Annexes

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent projet de traité d'apport partiel d'actif :

**Annexe 1** : Bilans et comptes de résultats au 31/12/2019 des sociétés ALT et TEAMINOX

**Annexe 2 :** Situations comptables au 30/06/2020 des sociétés ALT et TEAMINOX

**Annexe 3 :** Méthodes d'évaluation et de rémunération de l'apport

**Annexe 4 :** Détail des actifs et passifs apportés

**Annexe 5 :** Copie du bail commercial transmis à la Société bénéficiaire

**Annexe 6 :** Liste des contrats de travail

**Annexe 7 :** Copie des échéanciers de remboursement des emprunts apportés

Fait à La Garenne Colombes,

Le 1 08.2020

en 3 (Trois) exemplaires originaux,

**ALT**
**Lionel TISSIER**
**Gérant**

**TEAMINOX**
**Christophe SZAKVARY**
**Président**

**Annexe 1**

**Bilans et comptes de résultats au 31 Décembre 2019 des sociétés ALT et TEAMINOX**



Sc

# Bilan Actif

| Etat exprimé en euros | 31/12/2019 Brut | 31/12/2019 Amort. et Déprec. | 31/12/2019 Net | 31/12/2018 Net |
|---|---|---|---|---|
| Capital souscrit non appelé (1) | | | | |
| **ACTIF IMMOBILISE** | | | | |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions brevets droits similaires | 1 545 | 1 107 | 438 | 953 |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques,mat. et outillage indus. | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 500 033 | 242 375 | 257 658 | 101 232 |
| Immobilisations en cours | | | | 89 146 |
| Avances et acomptes | | | | |
| **IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)** | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 4 425 | | 4 425 | 4 425 |
| **TOTAL (II)** | **506 003** | **243 482** | **262 521** | **195 756** |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **STOCKS ET EN-COURS** | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | 216 639 | | 216 639 | 228 433 |
| **Avances et Acomptes versés sur commandes** | | | | |
| **CREANCES (3)** | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 214 037 | | 214 037 | 224 079 |
| Autres créances | 16 002 | | 16 002 | 31 851 |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | | |
| **VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT** | 636 048 | | 636 048 | 616 557 |
| **DISPONIBILITES** | 169 988 | | 169 988 | 257 569 |
| **COMPTES DE REGULARISATION** | | | | |
| Charges constatées d'avance | 840 | | 840 | 599 |
| **TOTAL (III)** | **1 253 554** | | **1 253 554** | **1 359 089** |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | |
| Ecarts de conversion actif (VI) | | | | |
| **TOTAL ACTIF (I à VI)** | **1 759 557** | **243 482** | **1 516 074** | **1 554 845** |

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an 4 425
(3) dont créances à plus d'un an

Sc

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|
| Capitaux Propres | Capital social ou individuel | 9 000 | 9 000 |
| | Primes d' émission, de fusion, d' apport ... | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | **RESERVES** | | |
| | Réserve légale | 1 000 | 1 000 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres réserves | 1 168 643 | 1 048 288 |
| | Report à nouveau | | |
| | **Résultat de l'exercice** | **78 113** | **120 355** |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées | | |
| | **Total des capitaux propres** | **1 256 756** | **1 178 644** |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | **Total des autres fonds propres** | | |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | **Total des provisions** | | |
| DETTES (1) | **DETTES FINANCIERES** | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | 194 783 | 269 506 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 3 348 | 1 928 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | **DETTES D'EXPLOITATION** | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 47 515 | 91 878 |
| | Dettes fiscales et sociales | 13 673 | 12 890 |
| | **DETTES DIVERSES** | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | | |
| | Produits constatés d'avance (1) | | |
| | **Total des dettes** | **259 318** | **376 202** |
| | Ecarts de conversion passif | | |
| | **TOTAL PASSIF** | **1 516 074** | **1 554 845** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Résultat de l'exercice exprimé en centimes | 78 112,50 | 120 355,11 |
| (1) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 140 400 | 181 900 |
| (2) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | 293 | 332 |

Sc

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

| | | France | Exportation | 31/12/2019 12 mois | 31/12/2018 12 mois |
|---|---|---|---|---|---|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises | 289 829 | 495 496 | 785 325 | 799 500 |
| | Production vendue (Biens) | | | | |
| | Production vendue (Services et Travaux) | 20 401 | 293 188 | 313 589 | 336 689 |
| | **Montant net du chiffre d'affaires** | **310 230** | **788 685** | **1 098 915** | **1 136 189** |
| | Production stockée | | | | |
| | Production immobilisée | | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | |
| | Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges | | | 140 | |
| | Autres produits | | | 3 | 3 |
| | **Total des produits d'exploitation (1)** | | | **1 099 057** | **1 136 192** |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | | 305 384 | 315 857 |
| | Variation de stock | | | 11 791 | 23 586 |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | | | 14 157 | 13 248 |
| | Variation de stock | | | | |
| | Autres achats et charges externes | | | 251 490 | 242 909 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | | | 3 671 | 3 869 |
| | Salaires et traitements | | | 330 219 | 317 928 |
| | Charges sociales du personnel | | | 25 344 | 22 253 |
| | Cotisations personnelles de l'exploitant | | | | |
| | Dotations aux amortissements : | | | | |
| | - sur immobilisations | | | 66 548 | 37 022 |
| | - charges d'exploitation à répartir | | | | |
| | Dotations aux dépréciations : | | | | |
| | - sur immobilisations | | | | |
| | - sur actif circulant | | | | |
| | Dotations aux provisions | | | | |
| | Autres charges | | | 6 | 215 |
| | **Total des charges d'exploitation (2)** | | | **1 008 613** | **976 887** |
| | **RESULTAT D'EXPLOITATION** | | | **90 444** | **159 304** |

Sc

# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|
| | **RESULTAT D'EXPLOITATION** | **90 444** | **159 304** |
| Opéra. comm. | Bénéfice attribué ou perte transférée | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | De participations (3) | | |
| | D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3) | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (3) | 15 021 | 167 |
| | Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | 5 464 | |
| | Différences positives de change | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | **Total des produits financiers** | **20 485** | **167** |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | 5 464 |
| | Intérêts et charges assimilées (4) | 2 279 | 1 614 |
| | Différences négatives de change | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | **Total des charges financières** | **2 279** | **7 079** |
| | **RESULTAT FINANCIER** | **18 206** | **(6 911)** |
| | **RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS** | **108 651** | **152 393** |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Sur opérations de gestion | | |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | |
| | **Total des produits exceptionnels** | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Sur opérations de gestion | | 467 |
| | Sur opérations en capital | | |
| | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | **Total des charges exceptionnelles** | | **467** |
| | **RESULTAT EXCEPTIONNEL** | | **(467)** |
| | PARTICIPATION DES SALARIES | | |
| | IMPOTS SUR LES BENEFICES | 30 538 | 31 571 |
| | **TOTAL DES PRODUITS** | **1 119 543** | **1 136 359** |
| | **TOTAL DES CHARGES** | **1 041 430** | **1 016 004** |
| | **RESULTAT DE L'EXERCICE** | **78 113** | **120 355** |

(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) dont produits concernant les entreprises liées
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées

Sc

# Bilan Actif

| Etat exprimé en euros | 31/12/2019 Brut | 31/12/2019 Amort. et Déprée. | 31/12/2019 Net | 31/12/2018 Net |
|---|---|---|---|---|
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | |
| **ACTIF IMMOBILISE** | | | | |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions brevets droits similaires | | | | |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 4 950 | 1 179 | 3 771 | 4 266 |
| Installations techniques,mat. et outillage indus. | 67 862 | 59 539 | 8 323 | 14 615 |
| Autres immobilisations corporelles | 4 460 | 1 516 | 2 944 | 1 858 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)** | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL (II) | 77 272 | 62 233 | **15 038** | 20 739 |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **STOCKS ET EN-COURS** | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 44 301 | | 44 301 | 49 020 |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| **Avances et Acomptes versés sur commandes** | | | | |
| **CREANCES (3)** | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 42 152 | | 42 152 | 48 765 |
| Autres créances | 1 729 | | 1 729 | 7 956 |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | | |
| **VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT** | 82 | | 82 | 82 |
| **DISPONIBILITES** | 58 941 | | 58 941 | 84 981 |
| **COMPTES DE REGULARISATION** | | | | |
| Charges constatées d'avance | 1 143 | | 1 143 | 1 143 |
| TOTAL (III) | **148 348** | | **148 348** | 191 947 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | |
| Ecarts de conversion actif (VI) | | | | |
| **TOTAL ACTIF (I à VI)** | **225 620** | **62 233** | **163 387** | **212 686** |

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

Sc

# Bilan Passif

| | Etat exprimé en euros | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|
| Capitaux Propres | Capital social ou individuel | 10 000 | 10 000 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | **RESERVES** | | |
| | Réserve légale | 1 000 | 1 000 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres réserves | 51 696 | 51 696 |
| | Report à nouveau | (5 309) | |
| | **Résultat de l'exercice** | **(21 990)** | **(5 309)** |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées | | |
| | **Total des capitaux propres** | 35 397 | 57 387 |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | **Total des autres fonds propres** | | |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | **Total des provisions** | | |
| DETTES (1) | **DETTES FINANCIERES** | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | 250 | 237 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 80 861 | 80 861 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | **DETTES D'EXPLOITATION** | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 8 880 | 12 723 |
| | Dettes fiscales et sociales | 37 999 | 61 478 |
| | **DETTES DIVERSES** | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | | |
| | Produits constatés d'avance (1) | | |
| | **Total des dettes** | **127 990** | **155 299** |
| | Ecarts de conversion passif | | |
| | **TOTAL PASSIF** | 163 387 | 212 686 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Résultat de l'exercice exprimé en centimes | (21 990,30) | (5 309,13) |
| (1) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 47 129 | 74 438 |
| (2) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | 250 | 237 |

Sc

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

| | | France | Exportation | 31/12/2019 12 mois | 31/12/2018 12 mois |
|---|---|---|---|---|---|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises | | | | |
| | Production vendue (Biens) | | | | (1 028) |
| | Production vendue (Services et Travaux) | 352 797 | (509) | 352 288 | 370 677 |
| | **Montant net du chiffre d'affaires** | **352 797** | **(509)** | **352 288** | **369 649** |
| | Production stockée | | | | |
| | Production immobilisée | | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | |
| | Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges | | | 2 126 | 14 280 |
| | Autres produits | | | 8 | 7 |
| | **Total des produits d'exploitation (1)** | | | **354 422** | **383 935** |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | | | |
| | Variation de stock | | | | |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | | | 55 451 | 56 353 |
| | Variation de stock | | | 4 719 | 12 935 |
| | Autres achats et charges externes | | | 119 474 | 114 135 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | | | 1 477 | 3 277 |
| | Salaires et traitements | | | 141 199 | 137 384 |
| | Charges sociales du personnel | | | 44 052 | 43 916 |
| | Cotisations personnelles de l'exploitant | | | | |
| | Dotations aux amortissements : | | | | |
| | - sur immobilisations | | | 7 250 | 7 650 |
| | - charges d'exploitation à répartir | | | | |
| | Dotations aux dépréciations : | | | | |
| | - sur immobilisations | | | | |
| | - sur actif circulant | | | | |
| | Dotations aux provisions | | | | |
| | Autres charges | | | 4 | 13 116 |
| | **Total des charges d'exploitation (2)** | | | **373 625** | **388 766** |
| | **RESULTAT D'EXPLOITATION** | | | **(19 203)** | **(4 830)** |

Sc

# Compte de Résultat 2/2

| | | Etat exprimé en euros | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---|---|---|---|
| | | RESULTAT D'EXPLOITATION | (19 203) | (4 830) |
| Opéra. comm. | | Bénéfice attribué ou perte transférée<br>Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | De participations (3)<br>D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)<br>Autres intérêts et produits assimilés (3)<br>Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges<br>Différences positives de change<br>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | 1 | 1 |
| | | Total des produits financiers | 1 | 1 |
| CHARGES FINANCIERES | | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions<br>Intérêts et charges assimilées (4)<br>Différences négatives de change<br>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | | Total des charges financières | | |
| | | RESULTAT FINANCIER | 1 | 1 |
| | | RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | (19 202) | (4 829) |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | |
| | | Total des produits exceptionnels | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 2 788 | 480 |
| | | Total des charges exceptionnelles | 2 788 | 480 |
| | | RESULTAT EXCEPTIONNEL | (2 788) | (480) |
| | | PARTICIPATION DES SALARIES<br>IMPOTS SUR LES BENEFICES | | |
| | | TOTAL DES PRODUITS<br>TOTAL DES CHARGES | 354 423<br>376 414 | 383 936<br>389 246 |
| | | RESULTAT DE L'EXERCICE | (21 990) | (5 309) |

| | | |
|---|---|---|
| (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs<br>(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs<br>(3) dont produits concernant les entreprises liées<br>(4) dont intérêts concernant les entreprises liées | | |

Sc

**Annexe 2**

**Situations comptables au 30 Juin 2020 des sociétés ALT et TEAMINOX**



Sc

# Bilan Actif

| Etat exprimé en euros | 30/06/2020 Brut | 30/06/2020 Amort. et Déprec. | 30/06/2020 Net | 31/12/2019 Net |
|---|---|---|---|---|
| Capital souscrit non appelé (1) | | | | |
| **ACTIF IMMOBILISE** | | | | |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions brevets droits similaires | 1 545 | 1 365 | 180 | 438 |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques,mat. et outillage indus. | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 500 667 | 275 135 | 225 532 | 257 658 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)** | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | 4 425 | | 4 425 | 4 425 |
| TOTAL (II) | 506 637 | 276 500 | 230 137 | 262 521 |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **STOCKS ET EN-COURS** | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | 205 757 | | 205 757 | 216 639 |
| **Avances et Acomptes versés sur commandes** | | | | |
| **CREANCES (3)** | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 173 957 | | 173 957 | 214 037 |
| Autres créances | 30 985 | | 30 985 | 16 002 |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | | |
| **VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT** | 635 497 | | 635 497 | 636 048 |
| **DISPONIBILITES** | 402 813 | | 402 813 | 169 988 |
| **COMPTES DE REGULARISATION** | | | | |
| Charges constatées d'avance | 2 159 | | 2 159 | 840 |
| TOTAL (III) | 1 451 169 | | 1 451 169 | 1 253 554 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | |
| Ecarts de conversion actif (VI) | | | | |
| **TOTAL ACTIF (I à VI)** | 1 957 806 | 276 500 | 1 681 306 | 1 516 074 |
| (1) dont droit au bail | | | | |
| (2) dont immobilisations financières à moins d'un an | | | 4 425 | 4 425 |
| (3) dont créances à plus d'un an | | | | |

Sc

# Bilan Passif

Etat exprimé en **euros**

| | | 30/06/2020 | 31/12/2019 |
|---|---|---|---|
| Capitaux Propres | Capital social ou individuel | 9 000 | 9 000 |
| | Primes d' émission, de fusion, d' apport ... | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | **RESERVES** | | |
| | Réserve légale | 1 000 | 1 000 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres réserves | 1 246 756 | 1 168 643 |
| | Report à nouveau | | |
| | **Résultat de l'exercice** | **111 014** | **78 113** |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées | | |
| | Total des capitaux propres | 1 367 770 | 1 256 756 |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | Total des autres fonds propres | | |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | Total des provisions | | |
| DETTES (1) | **DETTES FINANCIERES** | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | 156 703 | 194 783 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 19 292 | 3 348 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | **DETTES D'EXPLOITATION** | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 130 654 | 47 515 |
| | Dettes fiscales et sociales | 6 888 | 13 673 |
| | **DETTES DIVERSES** | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | | |
| | Produits constatés d'avance (1) | | |
| | Total des dettes | 313 537 | 259 318 |
| | Ecarts de conversion passif | | |
| | TOTAL PASSIF | 1 681 306 | 1 516 074 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Résultat de l'exercice exprimé en centimes | 111 013.65 | 78 112.50 |
| (1) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 313 537 | 259 318 |
| (2) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | | 293 |

Sc

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

| | | France | Exportation | 30/06/2020 6 mois | 31/12/2019 12 mois |
|---|---|---|---|---|---|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises | 171 729 | 272 504 | 444 234 | 785 325 |
| | Production vendue (Biens) | | | | |
| | Production vendue (Services et Travaux) | 14 682 | 114 818 | 129 500 | 313 589 |
| | **Montant net du chiffre d'affaires** | **186 411** | **387 323** | **573 734** | **1 098 915** |
| | Production stockée | | | | |
| | Production immobilisée | | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | |
| | Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges | | | 5 788 | 140 |
| | Autres produits | | | 1 | 3 |
| | **Total des produits d'exploitation (1)** | | | **579 523** | **1 099 057** |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | | 118 088 | 305 384 |
| | Variation de stock | | | 10 882 | 11 794 |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | | | 5 354 | 14 157 |
| | Variation de stock | | | | |
| | Autres achats et charges externes | | | 141 680 | 251 490 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | | | 275 | 3 671 |
| | Salaires et traitements | | | 150 102 | 330 219 |
| | Charges sociales du personnel | | | 11 823 | 25 344 |
| | Cotisations personnelles de l'exploitant | | | | |
| | Dotations aux amortissements : | | | | |
| | - sur immobilisations | | | 33 818 | 66 548 |
| | - charges d'exploitation à répartir | | | | |
| | Dotations aux dépréciations : | | | | |
| | - sur immobilisations | | | | |
| | - sur actif circulant | | | | |
| | Dotations aux provisions | | | | |
| | Autres charges | | | 4 | 6 |
| | **Total des charges d'exploitation (2)** | | | **472 026** | **1 008 613** |
| | **RESULTAT D'EXPLOITATION** | | | **107 497** | **90 444** |

Sc

# Compte de Résultat 2/2

| | | Etat exprimé en euros | 30/06/2020 | 31/12/2019 |
|---|---|---|---|---|
| | | RESULTAT D'EXPLOITATION | 107 497 | 90 444 |
| Opéra. comm. | | Bénéfice attribué ou perte transférée<br>Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | | De participations (3)<br>D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)<br>Autres intérêts et produits assimilés (3)<br>Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges<br>Différences positives de change<br>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | 15 021<br>5 464 |
| | | **Total des produits financiers** | | **20 485** |
| CHARGES FINANCIERES | | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions<br>Intérêts et charges assimilées (4)<br>Différences négatives de change<br>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | 772 | 2 279 |
| | | **Total des charges financières** | 772 | 2 279 |
| | | RESULTAT FINANCIER | (772) | 18 206 |
| | | RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 106 725 | 108 651 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | 4 288 | |
| | | **Total des produits exceptionnels** | **4 288** | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | | **Total des charges exceptionnelles** | | |
| | | RESULTAT EXCEPTIONNEL | 4 288 | |
| | | PARTICIPATION DES SALARIES<br>IMPOTS SUR LES BENEFICES | | 30 538 |
| | | TOTAL DES PRODUITS<br>TOTAL DES CHARGES | 583 811<br>472 798 | 1 119 543<br>1 041 430 |
| | | RESULTAT DE L'EXERCICE | 111 014 | 78 113 |

| | | |
|---|---|---|
| (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs<br>(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs<br>(3) dont produits concernant les entreprises liées<br>(4) dont intérêts concernant les entreprises liées | | |

Sc

# Bilan Actif

| Etat exprimé en euros | 30/06/2020 Brut | 30/06/2020 Amort. et Déprec. | 30/06/2020 Net | 31/12/2019 Net |
|---|---|---|---|---|
| Capital souscrit non appelé (I) | | | | |
| **ACTIF IMMOBILISE** | | | | |
| **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES** | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Concessions brevets droits similaires | | | | |
| Fonds commercial (1) | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **IMMOBILISATIONS CORPORELLES** | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | 4 950 | 1 426 | 3 524 | 3 771 |
| Installations techniques,mat. et outillage indus. | 67 862 | 60 875 | 6 987 | 8 323 |
| Autres immobilisations corporelles | 8 399 | 1 786 | 6 613 | 2 944 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| **IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)** | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | |
| Autres participations | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL (II) | 81 211 | 64 087 | 17 124 | 15 038 |
| **ACTIF CIRCULANT** | | | | |
| **STOCKS ET EN-COURS** | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | 42 812 | | 42 812 | 44 301 |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| **Avances et Acomptes versés sur commandes** | | | | |
| **CREANCES (3)** | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 53 790 | | 53 790 | 42 152 |
| Autres créances | 4 466 | | 4 466 | 1 729 |
| Capital souscrit appelé, non versé | | | | |
| **VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT** | 82 | | 82 | 82 |
| **DISPONIBILITES** | 82 468 | | 82 468 | 58 941 |
| **COMPTES DE REGULARISATION** | | | | |
| Charges constatées d'avance | 7 006 | | 7 006 | 1 143 |
| TOTAL (III) | 190 624 | | 190 624 | 148 348 |
| Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | | | | |
| Ecarts de conversion actif (VI) | | | | |
| **TOTAL ACTIF (I à VI)** | 271 835 | 64 087 | 207 748 | 163 387 |

(1) dont droit au bail
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an
(3) dont créances à plus d'un an

Sc

# Bilan Passif

| | Etat exprimé en euros | 30/06/2020 | 31/12/2019 |
|---|---|---|---|
| Capitaux Propres | Capital social ou individuel | 10 000 | 10 000 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | **RESERVES** | | |
| | Réserve légale | 1 000 | 1 000 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres réserves | 51 696 | 51 696 |
| | Report à nouveau | (27 299) | (5 309) |
| | **Résultat de l'exercice** | 7 682 | (21 990) |
| | Subventions d'investissement | | |
| | Provisions réglementées | | |
| | **Total des capitaux propres** | **43 079** | **35 397** |
| Autres fonds propres | Produits des émissions de titres participatifs | | |
| | Avances conditionnées | | |
| | **Total des autres fonds propres** | | |
| Provisions | Provisions pour risques | | |
| | Provisions pour charges | | |
| | **Total des provisions** | | |
| DETTES (1) | **DETTES FINANCIERES** | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | |
| | Autres emprunts obligataires | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | | 250 |
| | Emprunts et dettes financières divers | 80 861 | 80 861 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | **DETTES D'EXPLOITATION** | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 30 693 | 8 880 |
| | Dettes fiscales et sociales | 53 114 | 37 999 |
| | **DETTES DIVERSES** | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| | Autres dettes | | |
| | Produits constatés d'avance (1) | | |
| | **Total des dettes** | **164 668** | **127 990** |
| | Ecarts de conversion passif | | |
| | **TOTAL PASSIF** | **207 748** | **163 387** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | Résultat de l'exercice exprimé en centimes | 7 682.37 | (21 990.30) |
| (1) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 164 668 | 127 990 |
| (2) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | | 250 |

Sc

# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

| | | France | Exportation | 30/06/2020 6 mois | 31/12/2019 12 mois |
|---|---|---|---|---|---|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises | | | | |
| | Production vendue (Biens) | | | | |
| | Production vendue (Services et Travaux) | 188 288 | | 188 288 | 352 288 |
| | **Montant net du chiffre d'affaires** | **188 288** | | **188 288** | **352 288** |
| | Production stockée | | | | |
| | Production immobilisée | | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | |
| | Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges | | | 7 145 | 2 126 |
| | Autres produits | | | 2 | 8 |
| | **Total des produits d'exploitation (1)** | | | **195 435** | **354 422** |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises | | | | |
| | Variation de stock | | | | |
| | Achats de matières et autres approvisionnements | | | 25 107 | 55 451 |
| | Variation de stock | | | 1 490 | 4 719 |
| | Autres achats et charges externes | | | 64 949 | 119 474 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | | | 685 | 1 477 |
| | Salaires et traitements | | | 69 060 | 141 199 |
| | Charges sociales du personnel | | | 20 820 | 44 052 |
| | Cotisations personnelles de l'exploitant | | | | |
| | Dotations aux amortissements : | | | | |
| | - sur immobilisations | | | 1 854 | 7 250 |
| | - charges d'exploitation à répartir | | | | |
| | Dotations aux dépréciations : | | | | |
| | - sur immobilisations | | | | |
| | - sur actif circulant | | | | |
| | Dotations aux provisions | | | | |
| | Autres charges | | | 1 | 4 |
| | **Total des charges d'exploitation (2)** | | | **183 964** | **373 625** |
| | **RESULTAT D'EXPLOITATION** | | | **11 471** | **(19 203)** |

Sc

# Compte de Résultat 2/2

| | Etat exprimé en euros | 30/06/2020 | 31/12/2019 |
|---|---|---|---|
| | RESULTAT D'EXPLOITATION | 11 471 | (19 203) |
| Opéra. comm. | Bénéfice attribué ou perte transférée<br>Perte supportée ou bénéfice transféré | | |
| PRODUITS FINANCIERS | De participations (3)<br>D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)<br>Autres intérêts et produits assimilés (3)<br>Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges<br>Différences positives de change<br>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | 1 |
| | **Total des produits financiers** | | 1 |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions<br>Intérêts et charges assimilées (4)<br>Différences négatives de change<br>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | **Total des charges financières** | | |
| | RESULTAT FINANCIER | | 1 |
| | RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 11 471 | (19 202) |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | |
| | **Total des produits exceptionnels** | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Sur opérations de gestion<br>Sur opérations en capital<br>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 3 788 | 2 788 |
| | **Total des charges exceptionnelles** | 3 788 | 2 788 |
| | RESULTAT EXCEPTIONNEL | (3 788) | (2 788) |
| | PARTICIPATION DES SALARIES<br>IMPOTS SUR LES BENEFICES | | |
| | TOTAL DES PRODUITS<br>TOTAL DES CHARGES | 195 435<br>187 753 | 354 423<br>376 414 |
| | RESULTAT DE L'EXERCICE | 7 682 | (21 990) |

| | | |
|---|---|---|
| (1) dont produits afférents à des exercices antérieurs<br>(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs<br>(3) dont produits concernant les entreprises liées<br>(4) dont intérêts concernant les entreprises liées | | |

Sc

## Annexe 3

## Méthodes d'évaluation et de rémunération de l'apport

### 1) Evaluation du fonds de commerce relatif à la branche apportée

La marge réalisée sur l'activité apportée sur les 3 dernières années et jusqu'au 30/6/2020 est détaillée dans un tableau ci-dessous.

Le fonds commercial est évalué sur la base du résultat net dégagé chaque année affecté d'un coefficient multiplicateur aboutissant à une valorisation de **611 467 €,** retenue **à 600 000 €.**

### 2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles apportées sont évaluées sur la base d'une valeur d'usage à la date de réalisation de l'apport.

La liste des immobilisations apportées et des valeurs d'usage est détaillée dans l'annexe 4.

### 3) Immobilisations financières

Celles-ci sont constituées exclusivement du dépôt de garantie des locaux situés 29 rue Cambon – 92250 LA GARENNE COLOMBES et sont apportées à la valeur réelle.

### 4) Passifs

Les passifs apportés sont évalués à leur valeur réelle à la date de réalisation de l'apport :

- Pour les emprunts, les soldes restant dus à la date de l'apport
- Pour les dettes sociales, au montant des engagements estimés à la date de l'apport

### 5) Valorisation de la Société TEAMINOX

La situation comptable de la **Société TEAMINOX** au 30/6/2020 fait apparaitre un léger excédent d'exploitation.

Compte tenu du montant non significatif du bénéfice dégagé, les parties ont convenu de retenir comme valorisation de **TEAMINOX** la valeur mathématique non réévaluée correspondant aux capitaux propres au 31/12/2019 à concurrence de **35 000 €.**

Chaque action de **TEAMINOX** émise en rémunération de l'apport sera donc émise avec une valeur nominale de 100 € et une prime d'apport de 250 €.



Sc

## Annexe 4

## Détail des actifs et passifs apportés

| Actif | | Passif | |
|---|---|---|---|
| Fonds Commercial | 600 000 | Emprunts | 101 055 |
| Matériel selon détail | 227 581 | Congés payés et primes | 4 464 |
| Immobilisations financières | 4 425 | Dettes organismes sociaux | 1 785 |
| Stock matières premières | 200 000 | | |
| | | **Actif net apporté** | 924 702<br>Arrondi à<br>**924 700 €** |
| **Totaux** | **1 032 006** | | **1 032 006** |

## Liste du matériel apporté

| Désignation | VNC 30/09/2020 | Valeur apport |
|---|---|---|
| Machine microbillage | 0,00 | 25 000,00 |
| Ajout cyclone | 0,00 | 600,00 |
| Ebavureuse | 0,00 | 1 500,00 |
| Compresseur | 0,00 | 3 250,00 |
| Poinçonneuse | 0,00 | 600,00 |
| Table découpe | 0,00 | 1 600,00 |
| Marqueuse Technomark | 0,00 | 1 500,00 |
| Ebavureuse | 0,00 | 1 500,00 |
| Pelliculeuse | 0,00 | 5 000,00 |
| Sableuse | 445,90 | 3 700,00 |
| Compresseur | 5 347,84 | 5 347,84 |
| Upgrade microbilleuse | 2 752,21 | 2 752,21 |
| Marqueuse Technomark | 2 363,88 | 2 363,88 |
| Palonniers | 10 581,24 | 10 581,24 |
| Presse à balles | 1 783,22 | 1 783,22 |
| Pompe | 1 703,10 | 1 703,10 |
| Upgrade microbilleuse | 10 144,58 | 10 144,58 |
| Jet d'eau Resato | 145 005,46 | 145 005,46 |
| Massicot | 0,00 | 150,00 |
| Echelle Palstar | 0,00 | 1 000,00 |
| Matériel Informatique | 696,51 | 2 500,00 |
| **TOTAL** | **180 823,94** | **227 581,53** |



Sc

**Annexe 5**

**Bail commercial transmis à la société bénéficiaire**



Sc

# BAIL COMMERCIAL

**Conformément aux articles L.145-1 et suivants du Code du Commerce**

**Madame AGNES Geneviève née GUILHEM**, propriétaire du local ci-après désigné, représentée par le Cabinet MARNEZ S.A.S – 53, rue Pierre Timbaud 92230 GENNEVILLIERS.

Ci-après dénommée « le bailleur ».

***Et***

**La Société A.L.T.** – S.A.R.L au capital de 10.000,00 Euro dont le siège social est situé 29, rue Cambon 92250 LA GARENNE COLOMBES immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le N° 410 531 479 représentée par son gérant Monsieur TISSIER Lionel né le 17 avril 1963 à Paris 14ème.

Ci-après dénommée « le preneur »,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT** :

Le Bailleur donne à bail par les présentes au Preneur, qui accepte, les locaux ci-après désignés les « locaux », aux clauses et conditions suivantes.

Le présent bail commercial est soumis aux dispositions des articles L. 145-1 et suivants du code de commerce et des textes réglementaires pris pour son application sous réserve que le Preneur en remplisse les conditions.

Le Preneur s'engage à respecter les clauses et conditions du présent contrat ainsi que les prescriptions des lois et règlements ainsi que, le cas échéant, celles du règlement de copropriété ou de jouissance ou du règlement intérieur de l'immeuble.

Aucune tolérance relative à l'application des clauses et conditions du présent bail ne pourra, quelle qu'ait pu en être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification du bail ou une renonciation auxdites clauses et conditions.

## Article 1 - Durée

Le présent bail commercial est consenti et accepté pour une durée de neuf années qui commencera à courir le 1er janvier 2014. (premier janvier deux-mille quatorze)

Le Preneur aura néanmoins la faculté de faire cesser le bail à l'expiration de chaque période triennale en prévenant le Bailleur dans les conditions prévues par les articles L. 145-4 et L. 145-9 du code de commerce.

## Article 2 - Désignation des locaux

Les Locaux dépendent d'un immeuble sis **29, rue Cambon 92250 LA GARENNE-COLOMBES** et sont composés :

- Au rez-de-chaussée : deux pièces principales, une entrée, un coin cuisine, un WC.
- Au sous-sol : une cave

Chauffage collectif et eau chaude par cumulus

Le tout d'une surface de 33,28 m².

Ap

Sc

Le Preneur déclare avoir une bonne connaissance des Locaux pour les avoir visités.

## Article 3 - État de livraison

Le Preneur déclare avoir reçu préalablement à la conclusion du présent bail toutes informations utiles sur l'état des Locaux et de l'immeuble et accepter de prendre livraison des Locaux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée en jouissance en renonçant expressément à demander au Bailleur d'y effectuer des travaux.

Il reconnaît que les locaux sont aptes en l'état à lui permettre l'exercice de l'activité ci-après autorisée.

Un constat d'état des lieux sera établit par huissier, le coût en étant partagé par moitié entre le Bailleur et le Preneur.

Le Preneur sera réputé avoir reçu les locaux en bon état à défaut d'avoir fait établir, dans la quinzaine des présentes, à ses frais et en présence du Bailleur, ou lui dûment appelé, un état des lieux.

## Article 4 - Situation des locaux au regard des risques naturels, technologiques ou sismiques

Le Preneur est informé que les Locaux dépendent d'un immeuble situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ou dans une zone de sismicité. Un état desdits risques établi en application des articles L. 125-5 et R. 125-6 du code de l'environnement est annexé aux présentes.

Le Bailleur déclare qu'à sa connaissance, les Locaux n'ont subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles (C. assur., art. L.125-2) ou technologiques (C. assur., art. L.128-2).

## Article 5 bis - Diagnostic de performance énergétique (DPE)

Le Bailleur s'engage à établir ou à obtenir du gestionnaire de l'immeuble, et à communiquer au Preneur le diagnostic de performance énergétique (DPE) de l'immeuble conforme aux prescriptions des articles L. 134-1 et suivants et R. 134-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, et ce, dès que ces dispositions légales et réglementaires seront applicables au présent bail.

Le Preneur s'engage à laisser un libre accès aux Locaux à tout technicien mandaté par le Bailleur à l'effet d'établir le DPE.

Le Preneur s'engage à communiquer au Bailleur, chaque trimestre et pendant toute la durée du bail, une copie des factures qui lui seront adressées par son fournisseur d'énergie, afin de permettre au Bailleur d'actualiser ce dossier.

## Article 5 ter - Fiche récapitulative du dossier technique amiante (DTA)

Le bailleur déclare qu'à sa connaissance, l'immeuble dont dépendent les Locaux est, au jour de leur livraison, en conformité avec la réglementation en vigueur relative à la protection de l'environnement et notamment avec les dispositions des articles L. 134-1 et L. 134-3-1 du CCH relatifs à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante. La fiche récapitulative du dossier technique amiante des locaux loués est annexée au présent bail.

AR

Sc

Le bailleur a mis et laissera pendant toute la durée du bail à la disposition du Preneur le Dossier Technique Amiante (DTA) relatif aux Locaux et, le cas échéant, aux parties communes de l'immeuble.

Le Preneur déclare en avoir pris connaissance ainsi que des consignes de sécurité à respecter et s'engage à en aviser ses préposés ou mandataires amenés à effectuer des travaux dans les locaux loués.

## Article 6 - Destination

Les Locaux sont loués à usage de « **bureaux dont l'objet est la représentation commerciale d'usines étrangères dépourvues de structure en France et ce dans le domaine des supports pour l'industrie et les arts graphiques** » code APE : 56.10c à l'exclusion de toute autre utilisation.

Le Bailleur déclare et garantit la conformité de cet usage au regard des règles du code de l'urbanisme et du code de la construction et de l'habitation.

## Article 7 - Règles générales d'occupation des Locaux

7.1
Le Preneur devra occuper les lieux loués par lui-même, paisiblement, conformément aux articles 1728 et 1729 du code civil. Le Preneur devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail et, de manière générale, à toutes prescriptions légales ou réglementaires relatives à son activité, de façon que le Bailleur ne puisse être inquiété ou recherché, ce dont il garantit ce dernier.

7.2
S'il existe ou s'il vient à exister un règlement de jouissance, un règlement intérieur ou un règlement de copropriété pour l'immeuble, le Preneur devra s'y conformer, comme il devra se conformer à toute décision régulièrement prise par l'assemblée des copropriétaires.

7.3
En toute hypothèse, il est interdit au Preneur :

- d'embarrasser ou d'occuper, même temporairement, les parties d'immeuble non comprises dans la présente location ;
- d'exposer aucun objet aux fenêtres, portes, murs extérieurs ou dans les parties communes, y compris les stores, plaques et enseignes et d'une manière générale tout ce qui intéresse tant la sécurité des occupants ou des tiers que l'aspect extérieur ou intérieur de l'immeuble. Toutefois, le Preneur pourra apposer des plaques ou enseignes d'un modèle agréé par le Bailleur ou, le cas échéant, le syndic, et aux endroits indiqués par ce dernier ;
- de faire usage d'appareils à combustion lente ou produisant des gaz nocifs ;
- de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance normale.

## Article 8 - Visite des Locaux

Le Preneur devra laisser en permanence libre accès des Locaux au Bailleur, à ses représentants et à tous techniciens désignés par lui, afin d'y effectuer tous travaux nécessaires ou utiles, vérifier leur bon entretien ou la bonne exécution des travaux à la charge du Preneur, ou encore effectuer toutes constatations et mesures destinées à la constitution et/ou à l'actualisation des diagnostics légaux et réglementaires obligatoires.

AL

Sc

Sauf urgence manifeste, le Bailleur devra aviser le Preneur de ces visites au moins 48 heures à l'avance.

Dans les 6 mois qui précéderont l'expiration du bail, le Preneur devra également laisser visiter les Locaux, tous les jours non fériés de 9 heures à 11 heures et de 14 heures jusqu'à 17 heures par toute personne munie de l'autorisation du Bailleur ; il devra, pendant le même temps, laisser le Bailleur apposer un écriteau ou une enseigne pour indiquer que les locaux sont à louer.

Le même droit de visite et d'affichage existera en tout temps, en cas de mise en vente des Locaux ou de l'immeuble dont ils dépendent.

## Article 9 - Entretien des Locaux

**9.1**
Le Preneur aura la charge des réparations locatives et d'entretien des Locaux, et devra les faire exécuter conformément aux règles de l'art dès qu'elles se révéleront nécessaires ou utiles.

En outre, le Preneur aura la charge d'effectuer dans les Locaux les travaux qui seraient prescrits en matière d'hygiène, de santé, de sécurité électrique et de prévention contre l'incendie, par les lois et règlements actuels ou futurs en raison de l'activité professionnelle qu'il y exerce. Il s'oblige également à procéder aux contrôles, vérifications et travaux qui pourraient être prescrits par la réglementation présente ou à venir relative à la protection de l'environnement. Il devra faire entretenir et au besoin remplacer les équipements et installations à son usage personnel, ainsi que fenêtres, portes et volets, glaces, vitres, parquets, carrelage, revêtements de sol, boiseries. Il déclare renoncer à tout recours contre le Bailleur pour les dégradations et troubles de jouissance que les travaux qu'il serait ainsi tenu de faire effectuer seraient susceptibles d'entraîner. Le Preneur devra aviser immédiatement le Bailleur de toute dégradation touchant à la structure des Locaux ou aux parties communes.

**9.2**
A sa sortie, il devra rendre les Locaux en bon état après avoir fait procéder à ses frais et sous sa responsabilité aux travaux ci-dessus définis.

**9.3**
Le Bailleur est tenu de faire procéder à l'exécution à ses frais des grosses réparations définies à l'article 606 du code civil ainsi que des autres travaux qui n'incombent pas au Preneur en vertu des stipulations qui précèdent.

**9.4**
Le Preneur sera néanmoins responsable de toutes réparations normalement à la charge du Bailleur si elles sont nécessitées soit par le défaut d'exécution de celles dont il a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, du fait de son personnel ou de ses visiteurs dans les Locaux ou dans d'autres parties de l'immeuble, soit enfin par un manquement à son obligation d'information envers le Bailleur édictée au dernier alinéa du paragraphe 9.1.

**9.5**
Les parties s'engagent à coopérer, chaque fois qu'il sera nécessaire ou utile, à la mise en œuvre des mesures et travaux de toute nature tendant à améliorer les caractéristiques techniques, les performances énergétiques et les qualités environnementales de l'Immeuble et des Locaux. A cet effet, elles se fourniront mutuellement toutes informations utiles pour permettre la prise en compte des objectifs ci-dessus définis dans l'exécution des travaux relevant de leurs obligations respectives.

Ar

Sc

## Article 10 - Travaux à l'initiative du Bailleur ou de tiers

Le Preneur devra supporter la gêne que lui causeraient les réparations, reconstructions, surélévations et autres travaux qui pourront être exécutés dans l'immeuble ou à l'extérieur de celui-ci, sans pouvoir demander au Bailleur aucune indemnité ni diminution de loyer, quelles qu'en soient l'importance et la durée et ce, par dérogation à l'article 1724 du code civil, alors même que cette durée excéderait quarante jours. Toutefois, en contrepartie de cette renonciation du Preneur, le Bailleur s'engage à faire tous ses efforts pour limiter la gêne que de tels travaux pourraient causer au Preneur.

Le Preneur devra déposer à ses frais et sans délai tous coffrages et décorations, ainsi que toutes installations qu'il aurait faites et dont l'enlèvement serait nécessaire pour la recherche et la réparation des fuites de toute nature, de fissures dans les conduits de fumée, ou de ventilation, notamment après incendie ou infiltrations et en général pour l'exécution de tous travaux.

Le Preneur devra déposer à ses frais et sans délai, lors de l'exécution du ravalement, toutes enseignes et d'une manière générale tous agencements dont l'enlèvement serait nécessaire pour l'exécution des travaux.

## Article 11 - Transformation et améliorations des Locaux par le Preneur - Accession des transformations

**11.1**

Le Preneur ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec l'autorisation préalable et écrite du Bailleur. En cas d'autorisation, les travaux devront être soumis préalablement pour avis à l'architecte du Bailleur dont les honoraires seront à la charge du Preneur. Ils devront être conduits dans les règles de l'art par des entreprises qualifiées et sous le contrôle d'un maître d'œuvre diplômé. Les travaux touchant à la structure des Locaux ou à des éléments d'équipement intéressant les parties communes ne pourront être menés que par les entreprises autorisées par le Bailleur ou le syndic. Le Preneur s'engage, pour tous travaux de transformation ou d'amélioration qu'il entreprendra, à respecter et faire respecter, outre les règles de l'art, toutes normes et réglementations en vigueur, notamment les normes relatives à la protection de l'environnement et au respect du développement durable, et tous documents techniques relatifs à l'immeuble et aux Locaux. Il s'engage à n'utiliser ou ne laisser utiliser aucun matériau susceptible de présenter un danger pour la santé ou la sécurité des personnes.

**11.2**

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le Preneur dans les lieux loués deviendront, à la fin du présent bail, la propriété du Bailleur sans indemnité à la charge de celui-ci.

Le Bailleur se réserve le droit de demander le rétablissement des lieux dans leur état primitif aux frais du Preneur.

## Article 12 - Loyer

**12.1**

Le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de **8400 € (huit mille quatre cent Euro)** hors charges et hors taxes que le Preneur s'oblige à payer trimestriellement à terme échu au Bailleur.

AR

Sc

Les paiements devront être effectués au domicile du Bailleur ou en tout autre endroit indiqué par lui.

De convention expresse entre les parties et à titre exceptionnel, le Bailleur accorde au Preneur une franchise de loyers sur la période du 1er janvier au 28 février 2014. Le premier loyer sera en conséquence dû à compter du 1er mars 2014.

Il est expressément convenu et accepté par le Preneur que la franchise ne s'applique qu'aux loyers. Les impôts, taxes et autres charges incombant au Preneur restent dus dès la date d'effet du bail.

**12.2**
Toute somme due à titre de loyer, charges ou accessoires et non payée à son échéance exacte sera de plein droit et à dater de ladite échéance productive au profit du Bailleur d'un intérêt conventionnellement fixé à 10 % par mois de retard jusqu'à complet paiement.

## Article 13 - Révision du loyer

Le loyer sera révisé tous les ans à la date anniversaire du bail en fonction de la valeur locative des lieux loués, mais sans pouvoir excéder la variation de l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE, dans les conditions et selon les réserves prévues par la réglementation en vigueur.

L'indice de base retenu comme correspondant à la fixation du loyer initial stipulé ci-dessus est, de l'accord des parties, le dernier indice publié à la date d'effet du présent bail.

Si la publication de cet indice devait cesser en cours de bail, il serait fait application de l'indice le plus voisin parmi ceux existant alors ; à défaut de texte légal désignant de plein droit l'indice de remplacement ou encore à défaut d'accord entre elles sur le choix de cet indice, les parties s'en remettront sans recours possible à l'avis d'un expert qui sera désigné par la plus diligente d'entre elles par le président du tribunal d'instance du lieu de situation de l'immeuble, ledit expert ayant à cet effet la mission de mandataire commun des parties, ainsi qu'elles s'y obligent dès à présent.

Il est précisé que la présente clause constitue une indexation conventionnelle et ne se confond pas avec les règles de la révision légale du loyer prévue par les articles L. 145-37 et suivants du code de commerce.

## Article 14 - Charges, prestations et taxes

**14.1**
Le Preneur remboursera au Bailleur ou à son mandataire sa quote-part des charges, prestations et taxes ci- après incombant à l'immeuble :

- chauffage et, s'il en existe, climatisation des Locaux ;
- gardiennage de l'immeuble, s'il existe ;
- nettoyage des parties communes de l'immeuble ;
- service des ascenseurs et monte-charge, s'il existe ;
- éclairage et chauffage des parties communes ;
- consommation d'eau chaude et froide ;
- taxes municipales.

**14.2**
Sauf dispositions légales contraires, la répartition s'effectuera selon les modalités suivantes : au *prorata* des répartitions prévues.

AR

Sc

remboursements seront faits au Bailleur en même temps que chacun des termes de [illegible] au moyen d'acomptes provisionnels d'un montant de **50,00 € (cinquante Euro)** [illegible]. Le compte étant soldé une fois l'an.

*Le preneur devra s'acquitter en outre directement, de toutes consommations de gaz, d'électricité, de téléphone, etc,...selon les indications de ses compteurs et relevés, ainsi que* tous impôts lui incombant sans que le bailleur en soit responsable.

**Article 15 - Impôts et taxes**

Le Preneur devra acquitter avec ponctualité tous impôts, contributions, ou taxes lui incombant et dont le Bailleur pourrait être responsable à un titre quelconque et il devra en justifier à toute demande du Bailleur, notamment à l'expiration du bail avant tout déménagement.

En outre, il sera tenu de rembourser au Bailleur les taxes locales ordinairement mises à la charge des locataires (taxe d'enlèvement des ordures ménagères, etc).

**Article 16 - Dépôt de garantie**

Le Bailleur reconnaît avoir reçu du Preneur la somme de **4200 € (quatre mille deux cents Euro)** correspondant à six mois de loyers hors taxes et hors charges.

Ce dépôt est versé en garantie de paiement de toutes sommes dues par le Preneur ou dont le Bailleur pourrait être rendu responsable de son fait et de la bonne exécution des clauses et conditions du présent bail.

Il pourra être immédiatement affecté par le Bailleur, en tout ou partie, au paiement de toutes sommes dues par le Preneur en vertu du présent bail et demeurées impayées. En ce cas, il devra être immédiatement reconstitué par le Preneur entre les mains du Bailleur, le tout sans préjudice du jeu de la clause résolutoire si bon semble à ce dernier.

Ce dépôt de garantie ne sera pas productif d'intérêt au profit du Preneur.

A chaque rajustement de loyer, ce dépôt de garantie sera diminué ou majoré de manière à toujours correspondre à trois mois de loyer hors taxes.

Au départ du Preneur après cessation du bail, le dépôt de garantie lui sera restitué sous réserve de vérification de l'exécution par le Preneur des travaux à sa charge, déménagement, libération de tous occupants, remise des clés et production par le Preneur de l'acquit de ses contributions et taxes ou droits quelconques.

**Article 17 - Garnissement et obligation d'exploiter**

Le Preneur devra utiliser constamment les Locaux conformément aux usages de sa profession et dans le respect de la destination contractuelle, de la destination de l'immeuble et des lois et règlements.

Il devra en outre garnir les Locaux et les tenir garnis en permanence de mobilier et de matériels en quantité et de valeur suffisantes pour répondre du paiement des loyers et paiements ou remboursements divers qui en sont l'accessoire.

Il devra les tenir en état d'exploitation permanente et effective, dans les limites maximales autorisées par la loi.

AL

Sc

## Article 18 - Assurances

Le Preneur devra faire assurer contre l'incendie, les explosions, le vol, la foudre, le bris de glace et les dégâts des eaux, à une compagnie notoirement solvable, ses mobiliers, matériels et vitres, leur déplacement et le replacement, ainsi que les risques locatifs et le recours des voisins et des tiers, pour des capitaux suffisants. Il devra payer les primes ou cotisations et justifier du tout à première demande, supporter ou rembourser toutes surprimes qui seraient réclamées de son fait au Bailleur ou aux autres locataires ou copropriétaires.

De convention expresse, toutes indemnités dues au Preneur par toute compagnie d'assurance, en cas de sinistre pour quelque cause que ce soit, seront affectées prioritairement au privilège du Bailleur, les présentes valant en tant que de besoin, transport à concurrence des sommes qui pourront être dues.

## Article 19 - Sous-occupation

Il est interdit au Preneur de concéder la jouissance des lieux loués à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire, notamment par sous-location, domiciliation, prêt ou location-gérance de son fonds de commerce.

## Article 20 - Cession

Le Preneur ne pourra céder ou apporter son droit au présent bail qu'à l'acquéreur de son fonds de commerce, et en totalité.

A cet effet, il sera tenu d'appeler le Bailleur à concourir à l'acte de cession ou d'apport et de lui remettre dans les quinze jours de sa signature une expédition ou un exemplaire de l'acte de cession pour lui servir de titre à l'égard du cessionnaire ou du bénéficiaire de l'apport. Aucun apport ou cession ne pourra être fait s'il est dû par le Preneur des sommes restées impayées au titre du présent Bail.

Le Preneur restera solidairement garant avec son cessionnaire et tous cessionnaires successifs, du paiement des loyers et charges, échus ou à échoir, et de l'exécution des conditions du présent bail.

En outre, tous les titulaires successifs du présent bail seront tenus solidairement entre eux, au profit du Bailleur, des obligations nées du bail, et notamment du paiement de tous arriérés de loyers, charges et accessoires, ce que le Preneur s'oblige à rappeler dans l'acte de cession ou d'apport.

En cas de cession par le Preneur à l'acquéreur de son fonds de commerce, **le Bailleur bénéficiera d'un droit de préemption.**

Le Preneur devra en conséquence lui notifier, dans cette hypothèse, par lettre recommandée avec accusé réception, son projet de cession, en lui indiquant, sous peine de nullité de la notification, le nom et l'adresse de l'acquéreur, le prix, les modalités de paiement et d'une manière générale, toutes conditions de la vente projetée ainsi que les lieux, jour et heure prévus pour la réalisation de cette cession qui ne pourra intervenir moins d'un mois après la réception de cette notification. Il est expressément convenu entre les parties que cette notification vaut offre de vente aux conditions qui y sont contenues.

Les dispositions de l'article 1589 alinéa 1 du Code Civil sont applicables à l'offre ainsi faite.

Le Bailleur aura la faculté, dans le mois de la réception de cette notification d'informer le Preneur, dans les mêmes formes, en conformité du droit de préemption qui lui est reconnu, d'user à son profit ou à celui de toute personne physique ou morale qu'il pourra substituer.

En cas de mise en œuvre du droit de préemption, la cession devra alors être régularisée dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision du Bailleur.

Ar

Sc

Il est précisé que la computation des délais sera effectuée conformément aux dispositions des articles 640 et suivants du Nouveau Code de Procédure Civile.

Le droit de préemption anis défini s'imposera dans les mêmes conditions aux acquéreurs successifs pendant toute la durée du bail, de ses prorogations ou renouvellements.

## Article 21 - Réclamations des tiers ou contre des tiers

Le Preneur devra faire son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans que le Bailleur puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs ou trépidations, causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Au cas néanmoins où le Bailleur aurait à payer des sommes quelconques du fait du locataire, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai.

Le Preneur fera son affaire personnelle de tous dégâts causés aux lieux loués et de tous troubles de jouissance causés par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers et se pourvoira directement contre les auteurs de ces troubles sans que le Bailleur puisse être recherché.

## Article 22 - Gardiennage - Services collectifs

Le Preneur fera son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance des Locaux, le Bailleur ne pouvant en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont le Preneur pourrait être victime dans les Locaux.

Le Bailleur ne pourra être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif analogue extérieur à l'immeuble, le Bailleur n'étant pas tenu, au surplus, de prévenir le Preneur des interruptions.

## Article 23 - Destruction des lieux loués

Si les Locaux viennent à être détruits en totalité par un événement indépendant de la volonté du Bailleur, le présent bail sera résilié de plein droit, sans indemnité.

En cas de destruction partielle, le présent bail pourra être résilié sans indemnité à la demande de l'une ou l'autre des parties, et ce, par dérogation aux dispositions de l'article 1722 du code civil, mais sans préjudice, pour le Bailleur, de ses droits éventuels contre le Preneur si la destruction peut être imputée à ce dernier.

## Article 24 - Restitution des Locaux

Le Preneur devra prévenir le Bailleur de la date de son déménagement un mois à l'avance afin de permettre au Bailleur de faire à l'administration fiscale les déclarations nécessaires.

Il devra rendre les clés le jour de son déménagement, même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme en cours.

## Article 25 - Clause résolutoire

A défaut de paiement à son échéance exacte d'une somme quelconque due en vertu du présent ou d'exécution de l'une ou l'autre des clauses et conditions du présent bail, et un mois après un commandement de payer ou d'exécuter resté sans effet, et contenant déclaration par le Bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, le présent bail sera résilié de plein droit si bon semble au Bailleur.

AR

Sc

Dans le cas où, après résiliation, le Preneur se refuserait à évacuer les lieux, son expulsion pourrait avoir lieu sans délai sur une simple ordonnance de référé rendue par le président du Tribunal de Grande Instance compétent et exécutoire par provision, nonobstant appel.

Dans tous les cas, le Preneur sera de plein droit débiteur envers le Bailleur d'une indemnité journalière d'occupation égale au double du dernier loyer journalier en vigueur, augmentée de la taxe à la valeur ajoutée si le présent bail y est assujetti.

**Article 26 - Frais**

Tous les frais, droits et honoraires de rédaction des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés et acquittés par le Preneur qui s'y oblige. Le coût des présentes s'élèvent à **672,00 Euro H.T. soit 803,71 Euro T.T.C.**

**Article 27 - Élection de domicile**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous actes, le Preneur fait élection de domicile dans les lieux loués.

ANNEXE

- état des risques naturels et technologiques
- diagnostic performance énergétique
- fiche récapitulative du dossier technique amiante
- Plan locaux

Fait à Gennevilliers,

Le 11 Décembre 2013

En deux exemplaires dont un original a été remis à chacune des parties qui le reconnaît.

Signature des parties

Le Preneur

29, Rue Carbon
92250 LA GARENNE COLOMBES
Tél. 01 47 85 74 73
Fax 01 47 50 91 13

Le Bailleur
ou son Mandataire

Cabinet MARNEZ
53, rue Pierre Timbaud
92230 GENNEVILLIERS
Téléphone : 01 47 85 87 86
Fax : 01 47 94 25 08

Sc

## Annexe 6

## Liste des contrats de travail

### Contrats de travail inclus dans l'apport

| Nom | Qualification | Date d'entrée |
|---|---|---|
| Marie Gabrielle GENAIS | Assistante Commerciale | 02/02/2015 |
| Florence FOUILLAT | Assistante Commerciale | 04/01/2017 |

### Contrat de travail exclu de l'apport (Contrat à durée déterminée)

| Nom | Qualification | Date d'entrée |
|---|---|---|
| Romain DARDONVILLE | Agent de maintenance | 02/03/2020 |



Sc

**Annexe 7**

**Copie des échéanciers de remboursement des emprunts apportés**



Sc

CREDIT DU NORD — TABLEAU D'AMORTISSEMENT DE MODULINVEST 1 — Le 8 novembre 2016

GARENNE COLOMBES

EMPRUNTEUR 30076 2083 149090 0138 02

AGENCE LIONEL TISSIER

29 RUE CAMBON
92250 LA GARENNE COLOMBES

CARACTERISTIQUES GENERALES DU PRET

Capital emprunté : 80.000,00 EUR - durée : 60 mois à compter du 8 novembre 2016

INTERETS : - taux fixe de 1,1% l'an

MISE A DISPOSITION DU PRET

Par versement unique

REMBOURSEMENT (compte à débiter : 30076 02083 149090 0002 00 40)

par mensualités constantes

ASSURANCE

CONTRAT 19.101 - SOGECAP

| | | né(e) le | % aff | RISQUES COUVERTS, TAUX |
|---|---|---|---|---|
| 01 TISSIER | LIONEL | 17/04/1963 | 100 | décès 0,25% |

| Date | Détail de l'échéance Amortissement | Intérêts | Assurance | Montant de l'échéance | Capital dû après échéance | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 08/12/2016 | 1297,63 | 73,33 | 16,67 | 1387,63 | 78702,37 | | | |
| 08/01/2017 | 1298,82 | 72,14 | 16,67 | 1387,63 | 77403,55 | | | |
| 08/02/2017 | 1300,01 | 70,95 | 16,67 | 1387,63 | 76103,54 | | | |
| 08/03/2017 | 1301,20 | 69,76 | 16,67 | 1387,63 | 74802,34 | | | |
| 08/04/2017 | 1302,39 | 68,57 | 16,67 | 1387,63 | 73499,95 | | | |
| 08/05/2017 | 1303,59 | 67,37 | 16,67 | 1387,63 | 72196,36 | | | |
| 08/06/2017 | 1304,78 | 66,18 | 16,67 | 1387,63 | 70891,58 | | | |
| 08/07/2017 | 1305,98 | 64,98 | 16,67 | 1387,63 | 69585,60 | | | |
| 08/08/2017 | 1307,17 | 63,79 | 16,67 | 1387,63 | 68278,43 | | | |
| 08/09/2017 | 1308,37 | 62,59 | 16,67 | 1387,63 | 66970,06 | | | |
| 08/10/2017 | 1309,57 | 61,39 | 16,67 | 1387,63 | 65660,49 | | | |
| 08/11/2017 | 1310,77 | 60,19 | 16,67 | 1387,63 | 64349,72 | | | |
| 08/12/2017 | 1311,97 | 58,99 | 16,67 | 1387,63 | 63037,75 | | | |
| 08/01/2018 | 1313,18 | 57,78 | 16,67 | 1387,63 | 61724,57 | | | |
| 08/02/2018 | 1314,38 | 56,58 | 16,67 | 1387,63 | 60410,19 | | | |
| 08/03/2018 | 1315,58 | 55,38 | 16,67 | 1387,63 | 59094,61 | | | |
| 08/04/2018 | 1316,79 | 54,17 | 16,67 | 1387,63 | 57777,82 | | | |
| 08/05/2018 | 1318,00 | 52,96 | 16,67 | 1387,63 | 56459,82 | | | |
| 08/06/2018 | 1319,21 | 51,75 | 16,67 | 1387,63 | 55140,61 | | | |
| 08/07/2018 | 1320,41 | 50,55 | 16,67 | 1387,63 | 53820,20 | | | |
| 08/08/2018 | 1321,62 | 49,34 | 16,67 | 1387,63 | 52498,58 | | | |
| 08/09/2018 | 1322,84 | 48,12 | 16,67 | 1387,63 | 51175,74 | | | |
| 08/10/2018 | 1324,05 | 46,91 | 16,67 | 1387,63 | 49851,69 | | | |
| 08/11/2018 | 1325,26 | 45,70 | 16,67 | 1387,63 | 48526,43 | | | |
| 08/12/2018 | 1326,48 | 44,48 | 16,67 | 1387,63 | 47199,95 | | | |
| 08/01/2019 | 1327,69 | 43,27 | 16,67 | 1387,63 | 45872,26 | | | |

DU NORD — TABLEAU D'AMORTISSEMENT DE MODULINVEST 1 — Le 8 novembre 2016
GARENNE COLOMBES

EMPRUNTEUR 30076 2083 149090 0138 02

AGENCE LIONEL TISSIER

29 RUE CAMBON
92250 LA GARENNE COLOMBES

| Date | Détail de l'échéance Amortissement | Intérêts | Assurance | Montant de l'échéance | Capital dû après échéance | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 08/02/2019 | 1328,91 | 42,05 | 16,67 | 1387,63 | 44543,35 | | | |
| 08/03/2019 | 1330,13 | 40,83 | 16,67 | 1387,63 | 43213,22 | | | |
| 08/04/2019 | 1331,35 | 39,61 | 16,67 | 1387,63 | 41881,87 | | | |
| 08/05/2019 | 1332,57 | 38,39 | 16,67 | 1387,63 | 40549,30 | | | |
| 08/06/2019 | 1333,79 | 37,17 | 16,67 | 1387,63 | 39215,51 | | | |
| 08/07/2019 | 1335,01 | 35,95 | 16,67 | 1387,63 | 37880,50 | | | |
| 08/08/2019 | 1336,24 | 34,72 | 16,67 | 1387,63 | 36544,26 | | | |
| 08/09/2019 | 1337,46 | 33,50 | 16,67 | 1387,63 | 35206,80 | | | |
| 08/10/2019 | 1338,69 | 32,27 | 16,67 | 1387,63 | 33868,11 | | | |
| 08/11/2019 | 1339,91 | 31,05 | 16,67 | 1387,63 | 32528,20 | | | |
| 08/12/2019 | 1341,14 | 29,82 | 16,67 | 1387,63 | 31187,06 | | | |
| 08/01/2020 | 1342,37 | 28,59 | 16,67 | 1387,63 | 29844,69 | | | |
| 08/02/2020 | 1343,60 | 27,36 | 16,67 | 1387,63 | 28501,09 | | | |
| 08/03/2020 | 1344,83 | 26,13 | 16,67 | 1387,63 | 27156,26 | | | |
| 08/04/2020 | 1346,07 | 24,89 | 16,67 | 1387,63 | 25810,19 | | | |
| 08/05/2020 | 1347,30 | 23,66 | 16,67 | 1387,63 | 24462,89 | | | |
| 08/06/2020 | 1348,54 | 22,42 | 16,67 | 1387,63 | 23114,35 | | | |
| 08/07/2020 | 1349,77 | 21,19 | 16,67 | 1387,63 | 21764,58 | | | |
| 08/08/2020 | 1351,01 | 19,95 | 16,67 | 1387,63 | 20413,57 | | | |
| 08/09/2020 | 1352,25 | 18,71 | 16,67 | 1387,63 | 19061,32 | | | |
| 08/10/2020 | 1353,49 | 17,47 | 16,67 | 1387,63 | 17707,83 | | | |
| 08/11/2020 | 1354,73 | 16,23 | 16,67 | 1387,63 | 16353,10 | | | |
| 08/12/2020 | 1355,97 | 14,99 | 16,67 | 1387,63 | 14997,13 | | | |
| 08/01/2021 | 1357,21 | 13,75 | 16,67 | 1387,63 | 13639,92 | | | |
| 08/02/2021 | 1358,46 | 12,50 | 16,67 | 1387,63 | 12281,46 | | | |
| 08/03/2021 | 1359,70 | 11,26 | 16,67 | 1387,63 | 10921,76 | | | |
| 08/04/2021 | 1360,95 | 10,01 | 16,67 | 1387,63 | 9560,81 | | | |
| 08/05/2021 | 1362,20 | 8,76 | 16,67 | 1387,63 | 8198,61 | | | |
| 08/06/2021 | 1363,46 | 7,52 | 16,67 | 1387,63 | 6835,17 | | | |
| 08/07/2021 | 1364,69 | 6,27 | 16,67 | 1387,63 | 5470,48 | | | |
| 08/08/2021 | 1365,95 | 5,01 | 16,67 | 1387,63 | 4104,53 | | | |
| 08/09/2021 | 1367,20 | 3,76 | 16,67 | 1387,63 | 2737,33 | | | |
| 08/10/2021 | 1368,45 | 2,51 | 16,67 | 1387,63 | 1368,88 | | | |
| 08/11/2021 | 1368,88 | 1,25 | 16,67 | 1386,80 | | | | |
| Totaux | 80000,00 | 2256,77 | 1000,20 | 83256,97 | | | | |



SA

. DU NORD
GARENNE COLOMBES

TABLEAU RECAPITULATIF PREVISIONNEL DE CHARGES
MODULINVEST 1

Le 8 novembre 2016

EMPRUNTEUR

AGENCE LIONEL TISSIER

29 RUE CAMBON
92250 LA GARENNE COLOMBES

30076 2083 149090 0138 02

Capital emprunté : 80.000,00 EUR - durée initiale : 60 mois - Date de démarrage : 08/11/2016

| Périodes | Intérêts | Commissions | Assurance | Charges totales | Capital amorti | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2016 | 73,33 | | 16,67 | 90,00 | 1.297,63 | 1.387,63 |
| 2017 | 786,90 | | 200,04 | 986,94 | 15.664,62 | 16.651,56 |
| 2018 | 613,72 | | 200,04 | 813,76 | 15.837,80 | 16.651,56 |
| 2019 | 438,63 | | 200,04 | 638,67 | 16.012,89 | 16.651,56 |
| 2020 | 261,59 | | 200,04 | 461,63 | 16.189,93 | 16.651,56 |
| 2021 | 82,60 | | 183,37 | 265,97 | 14.997,13 | 15.263,10 |
| Total | 2.256,77 | | 1.000,20 | 3.256,97 | 80.000,00 | 83.256,97 |



8 A

**Crédit du Nord**

CREDIT DU NORD — TABLEAU D'AMORTISSEMENT DE MODULINVEST 1 — Le 14 novembre 2018
LA GARENNE COLOMBES

EMPRUNTEUR 149090 0138 04

AGENCE LIONEL TISSIER
29 RUE CAMBON
92250 LA GARENNE COLOMBES

CARACTERISTIQUES GENERALES DU PRET

Capital emprunté : 150 000,00 EUR - durée : 48 mois à compter du 8 novembre 2018

INTERETS - taux fixe de 1% l'an

MISE A DISPOSITION DU PRET

Par versement unique

par mensualités constantes

ASSURANCE

CONTRAT 19 101 - SOGECAP

01 TISSIER LIONEL — né(e) le 17/04/1963 — % aff 100 — RISQUES COUVERTS, TAUX décès 0,25% - incapacité 0,17%

| Date | Détail de l'échéance Amortissement | Intérêts | Assurance | Montant de l'échéance | Capital dû après échéance |
|---|---|---|---|---|---|
| 08/11/2018 | Décaissement de 150 000,00 EUR | | | | |
| 08/12/2018 | 3064,22 | 125,00 | 52,50 | 3241,72 | 146935,78 |
| 08/01/2019 | 3066,77 | 122,45 | 52,50 | 3241,72 | 143869,01 |
| 08/02/2019 | 3069,33 | 119,89 | 52,50 | 3241,72 | 140799,68 |
| 08/03/2019 | 3071,89 | 117,33 | 52,50 | 3241,72 | 137727,79 |
| 08/04/2019 | 3074,45 | 114,77 | 52,50 | 3241,72 | 134653,34 |
| 08/05/2019 | 3077,01 | 112,21 | 52,50 | 3241,72 | 131576,33 |
| 08/06/2019 | 3079,57 | 109,65 | 52,50 | 3241,72 | 128496,76 |
| 08/07/2019 | 3082,14 | 107,08 | 52,50 | 3241,72 | 125414,62 |
| 08/08/2019 | 3084,71 | 104,51 | 52,50 | 3241,72 | 122329,91 |
| 08/09/2019 | 3087,28 | 101,94 | 52,50 | 3241,72 | 119242,63 |
| 08/10/2019 | 3089,85 | 99,37 | 52,50 | 3241,72 | 116152,78 |
| 08/11/2019 | 3092,43 | 96,79 | 52,50 | 3241,72 | 113060,35 |
| 08/12/2019 | 3095,00 | 94,22 | 52,50 | 3241,72 | 109965,35 |
| 08/01/2020 | 3097,58 | 91,64 | 52,50 | 3241,72 | 106867,77 |
| 08/02/2020 | 3100,16 | 89,06 | 52,50 | 3241,72 | 103767,61 |
| 08/03/2020 | 3102,75 | 86,47 | 52,50 | 3241,72 | 100664,86 |
| 08/04/2020 | 3105,33 | 83,89 | 52,50 | 3241,72 | 97559,53 |
| 08/05/2020 | 3107,92 | 81,30 | 52,50 | 3241,72 | 94451,61 |
| 08/06/2020 | 3110,51 | 78,71 | 52,50 | 3241,72 | 91341,10 |
| 08/07/2020 | 3113,10 | 76,12 | 52,50 | 3241,72 | 88228,00 |
| 08/08/2020 | 3115,70 | 73,52 | 52,50 | 3241,72 | 85112,30 |
| 08/09/2020 | 3118,29 | 70,93 | 52,50 | 3241,72 | 81994,01 |
| 08/10/2020 | 3120,89 | 68,33 | 52,50 | 3241,72 | 78873,12 |
| 08/11/2020 | 3123,49 | 65,73 | 52,50 | 3241,72 | 75749,63 |
| 08/12/2020 | 3126,10 | 63,12 | 52,50 | 3241,72 | 72623,53 |
| 08/01/2021 | 3128,70 | 60,52 | 52,50 | 3241,72 | 69494,83 |
| 08/02/2021 | 3131,31 | 57,91 | 52,50 | 3241,72 | 66363,52 |
| 08/03/2021 | 3133,92 | 55,30 | 52,50 | 3241,72 | 63229,60 |
| 08/04/2021 | 3136,53 | 52,69 | 52,50 | 3241,72 | 60093,07 |
| 08/05/2021 | 3139,14 | 50,08 | 52,50 | 3241,72 | 56953,93 |
| 08/06/2021 | 3141,76 | 47,46 | 52,50 | 3241,72 | 53812,17 |
| 08/07/2021 | 3144,38 | 44,84 | 52,50 | 3241,72 | 50667,79 |
| 08/08/2021 | 3147,00 | 42,22 | 52,50 | 3241,72 | 47520,79 |
| 08/09/2021 | 3149,62 | 39,60 | 52,50 | 3241,72 | 44371,17 |
| 08/10/2021 | 3152,24 | 36,98 | 52,50 | 3241,72 | 41218,93 |
| 08/11/2021 | 3154,87 | 34,35 | 52,50 | 3241,72 | 38064,06 |
| 08/12/2021 | 3157,50 | 31,72 | 52,50 | 3241,72 | 34906,56 |
| 08/01/2022 | 3160,13 | 29,09 | 52,50 | 3241,72 | 31746,43 |
| 08/02/2022 | 3162,76 | 26,46 | 52,50 | 3241,72 | 28583,67 |
| 08/03/2022 | 3165,40 | 23,82 | 52,50 | 3241,72 | 25418,27 |
| 08/04/2022 | 3168,04 | 21,18 | 52,50 | 3241,72 | 22250,23 |
| 08/05/2022 | 3170,68 | 18,54 | 52,50 | 3241,72 | 19079,55 |
| 08/06/2022 | 3173,32 | 15,90 | 52,50 | 3241,72 | 15906,23 |
| 08/07/2022 | 3175,96 | 13,26 | 52,50 | 3241,72 | 12730,27 |



Crédit du Nord - Société Anonyme au capital de EUR 890 263 248 - SIREN 456 504 851 - RCS Lille - N° TVA FR83 456 504 851
Siège Social : 28 place Rihour - 59000 Lille - Siège Central : 59 boulevard Haussmann - 75008 Paris
Société de courtage d'assurances immatriculée ORIAS sous le N° 07 022 719

Sc

Crédit du Nord

CREDIT DU NORD
LA GARENNE COLOMBES

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DE MODULINVEST 1 — Le 14 novembre 2018

EMPRUNTEUR 149090 0138 04

AGENCE LIONEL TISSIER

29 RUE CAMBON
92250 LA GARENNE COLOMBES

| Date | Détail de l'échéance Amortissement | Intérêts | Assurance | Montant de l'échéance | Capital dû après échéance |
|---|---|---|---|---|---|
| 08/08/2022 | 3178,61 | 10,61 | 52,50 | 3241,72 | 9551,66 |
| 08/09/2022 | 3181,26 | 7,96 | 52,50 | 3241,72 | 6370,40 |
| 08/10/2022 | 3183,91 | 5,31 | 52,50 | 3241,72 | 3186,49 |
| 08/11/2022 | 3186,49 | 2,66 | 52,50 | 3241,65 | |
| Totaux | 150000,00 | 3082,49 | 2520,00 | 155602,49 | |



Crédit du Nord - Société Anonyme au capital de EUR 890 263 248 - SIREN 456 504 851 - RCS Lille - N° TVA FR85 456 504 851
Siège Social : 28 place Rihour - 59000 Lille - Siège Central : 59 boulevard Haussmann - 75008 Paris
Société de courtage d'assurances immatriculée à l'ORIAS sous le N° 07 023 739

Sc

# Crédit du Nord

CREDIT DU NORD
LA GARENNE COLOMBES

TABLEAU RECAPITULATIF PREVISIONNEL DE CHARGES
MODULINVEST 1

Le 14 novembre 2018

EMPRUNTEUR

AGENCE LIONEL TISSIER

29 RUE CAMBON
92250 LA GARENNE COLOMBES

149090 0138 04

Capital emprunte : 150 000,00 EUR - duree initiale : 48 mois - Date de démarrage : 08/11/2018

| Periodes | Intérêts | Commissions | Assurance | Charges totales | Capital amorti | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2018 | 125,00 | | 52,50 | 177,50 | 3 064,22 | 3 241,72 |
| 2019 | 1 300,21 | | 630,00 | 1 930,21 | 36 970,43 | 38 900,64 |
| 2020 | 928,82 | | 630,00 | 1 558,82 | 37 341,82 | 38 900,64 |
| 2021 | 553,67 | | 630,00 | 1 183,67 | 37 716,97 | 38 900,64 |
| 2022 | 174,79 | | 577,50 | 752,29 | 34 906,56 | 35 658,85 |
| Total | 3 082,49 | | 2 520,00 | 5 602,49 | 150 000,00 | 155 602,49 |



Crédit du Nord - Société Anonyme au capital de EUR 890 263 248 - SIREN 456 504 851 - RCS Lille N° TVA FR83 456 504 851
Siège Social : 28 place Rihour - 59000 Lille - Siège Central : 59 boulevard Haussmann - 75008 Paris
Société de courtage d'assurances immatriculée à l'ORIAS sous le N° 07 023 739

Sc